Gouvernement
du Québec

BUDGET
1983-1984

Renseignements supplémentaires

Gouvernement du Québec
**Ministère
des Finances**

ISBN 2-551-05455-9

Dépôt légal, 2e trimestre 1983
Bibliothèque nationale du Québec

ANNEXE I
L'économie en 1982 .... I – 1

ANNEXE II
La situation financière du gouvernement
et les emprunts du secteur public .... II – 1

L'ÉCONOMIE EN 1982

LA CONJONCTURE INTERNATIONALE .... I – 3

LA CONJONCTURE CANADIENNE .... I – 8

LA CONJONCTURE QUÉBÉCOISE .... I – 18

- Les revenus et les dépenses des consommateurs .... I – 20
- Les investissements privés et publics .... I – 22
- Les investissements non résidentiels .... I – 22
- La construction domiciliaire .... I – 24
- La demande extérieure .... I – 25
- Le secteur primaire .... I – 27
- La fabrication .... I – 29
- Le secteur tertiaire .... I – 30
- Le marché du travail .... I – 30
- Les prix et les salaires .... I – 32

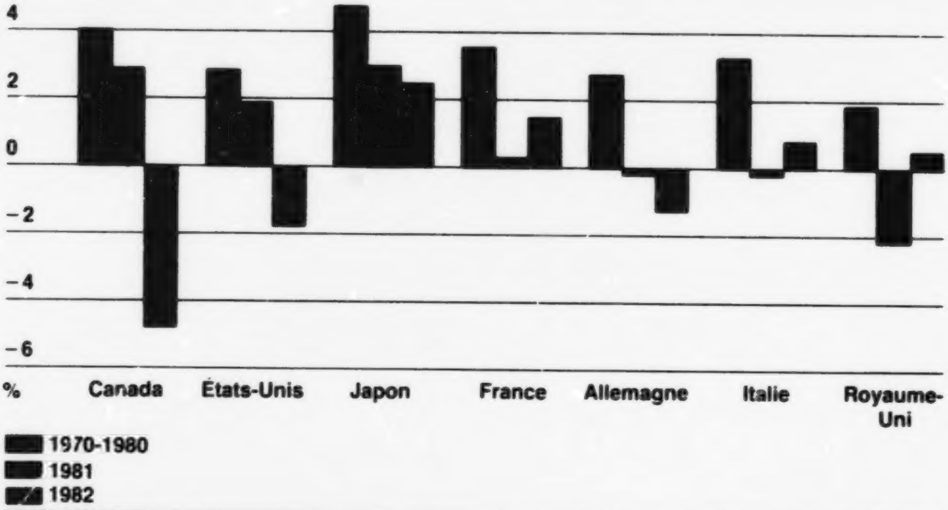
INDICATEURS ÉCONOMIQUES, CANADA .... I – 34

INDICATEURS ÉCONOMIQUES, QUÉBEC .... I – 35

1. LA CONJONCTURE INTERNATIONALE

La poursuite de politiques budgétaires et monétaires restrictives par l'ensemble des pays de l'OCDE a de nouveau dominé la conjoncture économique internationale en 1982. Bien que ces politiques aient permis une réduction appréciable des taux d'inflation, elles ont aussi conduit à des hausses importantes du chômage dans tous les pays.

PRODUIT NATIONAL BRUT* DE CERTAINS PAYS DE L'OCDE (variation annuelle en pourcentage)



* Dollars constants.

Sources: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1982.
Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.
Data Resources Inc., Review of the U.S. Economy, mars 1983.

**CROISSANCE DU VOLUME DE LA PRODUCTION[1]
DANS LES PAYS DE L'OCDE
1982
(variation en pourcentage)**

	Données observées	Prévisions de l'OCDE
Canada	−4,8	
États-Unis	−1,8	
Japon		2,5
Allemagne		−1,2
France		1,5
Royaume-Uni		0,5
Italie		0,7
Autriche		0,5
Belgique		−0,5
Danemark		1,7
Finlande		0,5
Grèce		0,5
Islande		−3,5
Irlande		1,2
Luxembourg		−0,2
Pays-bas		−1,2
Norvège		0,0
Portugal		2,0
Espagne		1,2
Suède		0,5
Suisse		−2,0
Turquie		4,0
Australie		0,7
Nouvelle-Zélande		−0,5

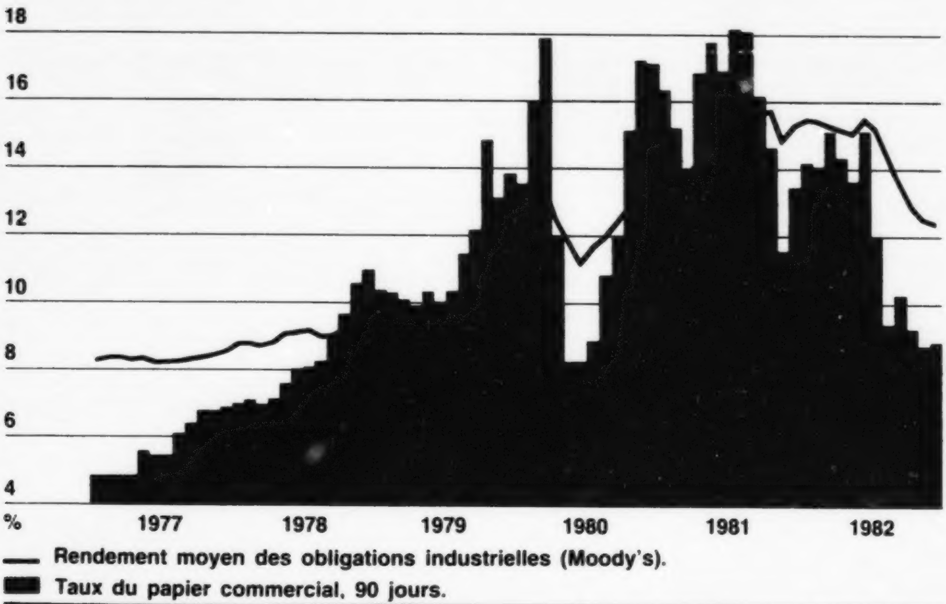
(1) Produit intérieur brut en dollars de 1981 pour tous les pays à l'exclusion du Canada, des États-Unis, du Japon, de l'Allemagne et de l'Islande où la production est évaluée sur la base du produit national brut.

Sources: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1982.
Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.
Data Resources Inc., Review of the U.S. Economy, mars 1983.

L'orientation des politiques monétaires a cependant été réajustée en cours d'année. Bien que la Réserve fédérale américaine n'ait pas renoncé à son objectif premier, à savoir la réduction des taux d'inflation, on a assisté au milieu de 1982 à une modification dans l'application de cette politique. En effet, les gains importants déjà réalisés face à l'inflation et la possibilité de provoquer une récession encore plus profonde combinés aux tensions sur le marché financier international sont autant de facteurs qui ont conduit à un certain relâchement dans la mise en oeuvre de la politique monétaire aux États-Unis, ce qui s'est traduit par une réduction marquée des taux d'intérêt dans ce pays durant la seconde moitié de l'année.

Cette décision s'est reflétée d'une part par une croissance des agrégats monétaires aux environs ou au-dessus des bornes supérieures fixées par la Réserve fédérale et d'autre part par des baisses importantes des taux d'intérêt, incluant sept diminutions consécutives du taux d'escompte américain entre juillet et décembre 1982. Cet assouplissement

TAUX D'INTÉRÊT À COURT ET À LONG TERMES — ÉTATS-UNIS



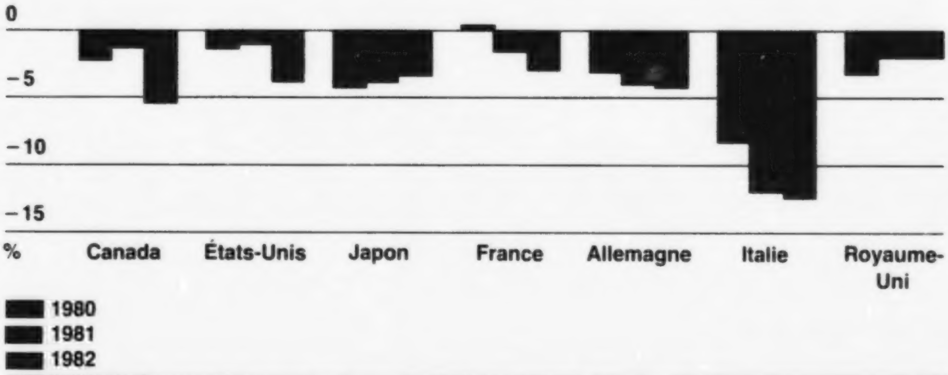
Sources: Banque du Canada.
Ministère des Finances du Québec.

dans l'application de la politique monétaire fut suivi par les pays de l'OCDE dont l'évolution du taux de change le permettait.

Dans l'ensemble, la politique budgétaire des principaux pays de l'OCDE est demeurée inchangée par rapport à l'an dernier. Toutefois, les objectifs à moyen terme de réduction des déficits furent contrecarrés par l'ampleur inattendue de la récession. Les stabilisateurs automatiques qui entraînent une réduction des revenus et une augmentation des dépenses, ont provoqué un accroissement considérable des déficits budgétaires des gouvernements. Au Canada, le déficit en pourcentage du produit national brut s'est accru de 4,1 points de pourcentage, passant de 1,2% en 1981 à 5,3% en 1982, alors qu'il augmentait de 2,7 points aux États-Unis et de 1,3 point en France. La meilleure performance des autres pays n'a été possible qu'en raison des politiques budgétaires très restrictives.

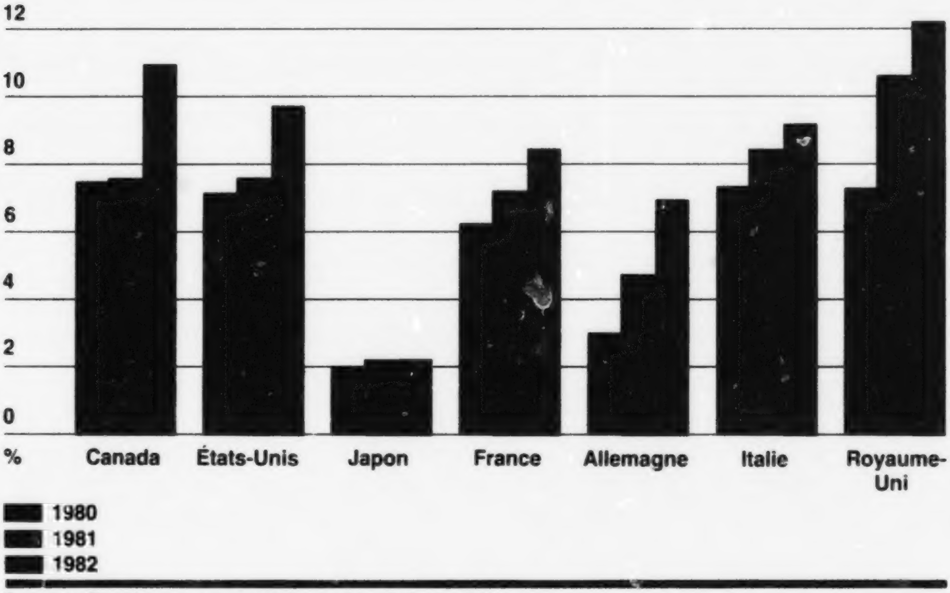
Cet ensemble de politiques a conduit à une diminution de 0,5% de la production des sept principaux pays de l'OCDE, comparativement à une augmentation de 1,3% en 1981. Ce ralentissement de l'activité économique a amené une diminution des échanges internationaux à l'intérieur de l'OCDE de même qu'entre ces pays et le reste du monde. Dans son ensemble, la balance courante des pays de l'OCDE s'est légèrement détériorée en 1982 en raison du net revirement qu'a connu la balance commerciale des États-Unis.

SOLDE FINANCIER DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES
(en pourcentage du produit national brut)



Sources: Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1982.
Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.

TAUX DE CHÔMAGE DE CERTAINS PAYS DE L'OCDE
(niveau en pourcentage)



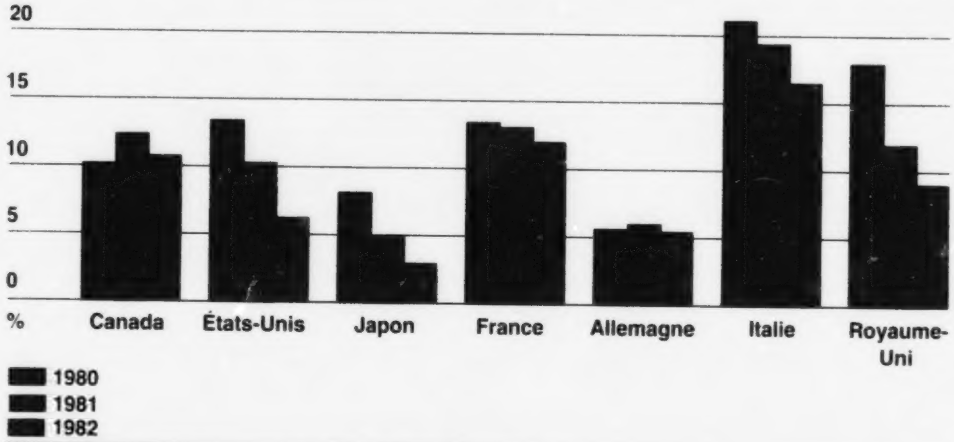
Sources: Enquête sur la population active, S.C., 71-001.
Perspectives économiques de l'OCDE, décembre 1982.
Data Resources Inc., Review of the U.S. Economy, mars 1983.

Avec une baisse de la production de 4,8%, le Canada a été le pays le plus affecté par la récession parmi les grands pays industrialisés. La production nationale a également régressé de 1,8% aux États-Unis et de 1,3% en Allemagne. Par ailleurs, l'activité économique s'est accrue au Japon, en France, en Italie de même qu'au Royaume-Uni. Cette faiblesse de la production dans plusieurs pays s'est traduite par des taux de chômage sans précédent dans tous les principaux pays de l'OCDE. C'est au Canada que l'augmentation du taux de chômage a été la plus importante, celui-ci passant de 7,6% en 1981 à 11,0% en 1982. Plusieurs autres pays ont également vu leur taux de chômage augmenter considérablement, notamment l'Allemagne, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France.

Par ailleurs, dans la plupart des pays, la diminution de l'inflation a été encore plus rapide en 1982 qu'en 1981, consolidant ainsi les gains réalisés l'année précédente. L'ampleur et la durée de la récession ont conduit à de fortes baisses des prix des produits de base et du pétrole alors que l'abondance des récoltes permettait encore une fois de limiter la croissance des prix des aliments. De plus, la montée du chômage dans tous les pays a contribué à une nette décélération des salaires nominaux. Ainsi le taux de croissance de l'indice des prix à la consommation a diminué de 4,1 points aux États-Unis passant de 10,3% en 1981 à 6,2% en 1982, de 3,3 points au Royaume-Uni (de 11,9% à 8,6%) et de 3,2 points en Italie (de 19,5% à 16,3%). Au Canada, l'augmentation des prix a atteint 10,8% en 1982 en regard d'un taux de 12,5% l'année précédente.

Si aucun des pays de l'OCDE n'a été épargné par la récession, celle-ci a frappé encore plus durement les pays en voie de développement car dans ces pays, la récession s'est doublée d'une profonde crise de liquidité qui a secoué le système financier international. Selon l'OCDE, l'encours de la dette extérieure des pays en développement aurait atteint 626 milliards $ à la fin de 1982, dont près de la moitié serait contractée à court terme.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION DE CERTAINS PAYS DE L'OCDE (variation annuelle en pourcentage)



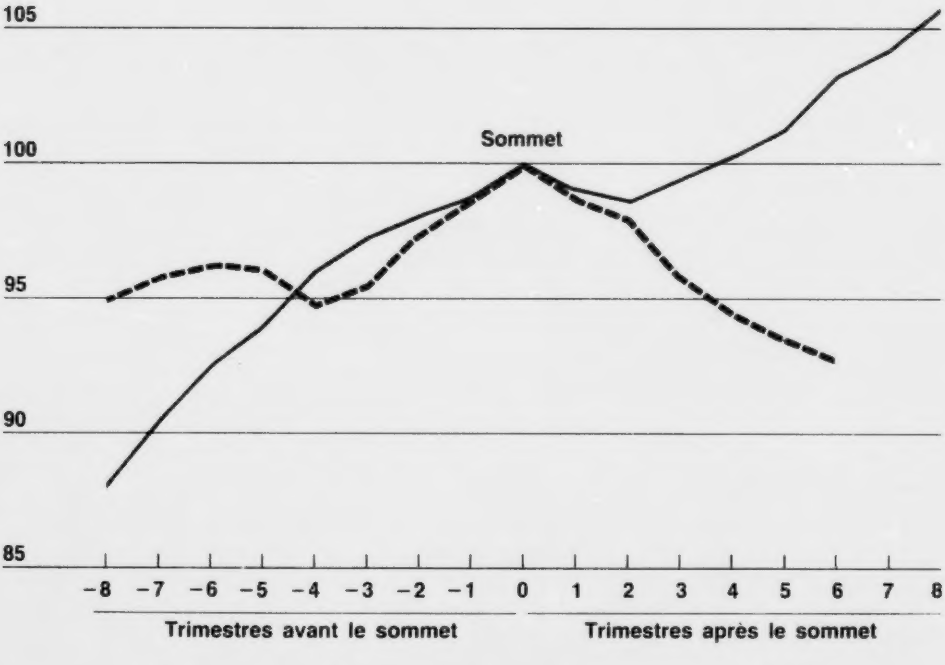
Sources: Data Resources Inc., European Review, février 1983.
Data Resources Inc., Japanese Review, février 1983.
Data Resources Inc., Review of the U.S. Economy, mars 1983.
Indice des prix à la consommation au Canada, S.C., 62-001.

2. LA CONJONCTURE CANADIENNE

La récession qui sévit à l'échelon mondial depuis l'été 1981 a été plus accentuée au Canada. La réduction de la demande étrangère, le niveau très élevé des taux d'intérêt de même que la hausse marquée des prix provoquée notamment par l'escalade des prix intérieurs du pétrole se sont conjugués pour engendrer le plus important recul de l'économie canadienne depuis la grande dépression. En baisse au cours de six trimestres consécutifs, le volume de la production a fléchi de 7,6% depuis le dernier sommet cyclique. Le recul de l'emploi s'est établi à 5%. Le nombre d'emplois perdus a atteint

ÉVOLUTION CYCLIQUE AU CANADA

Indice Sommet = 100



—— Indice représentant le comportement moyen du produit national brut en dollars constants au Canada. Cet indice est calculé en prenant la moyenne arithmétique des valeurs du PNB réel préalablement transformées en nombre indice ayant la valeur 100 pour chacun des sommets cycliques de 1953:4, 1956:4, 1974:1 et 1979:4.

- - Indice du cycle actuel du produit national brut en dollars constants au Canada. Cet indice prend une valeur égale à 100 lors du dernier sommet enregistré par le PNB, soit 1981:2.

Sources: Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.
Ministère des Finances du Québec.

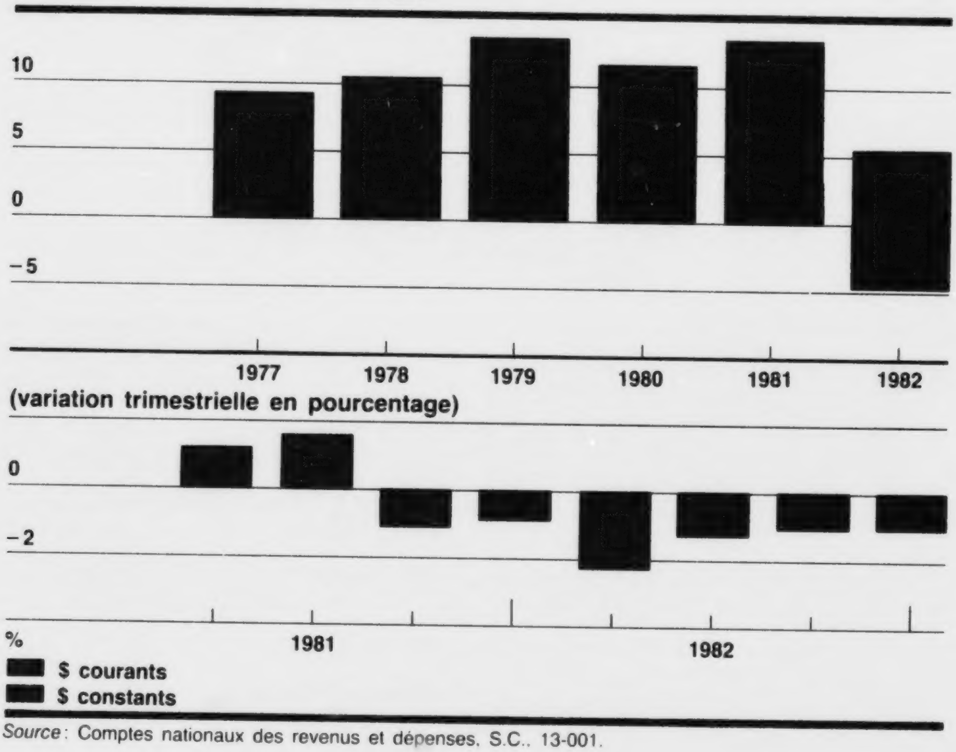
553 000 en dix-huit mois et le taux de chômage s'est accru fortement pour clôturer l'année 1982 à 12,8%.

Le graphique précédent laisse apparaître à quel point le cycle économique actuel se distingue des cyles économiques antérieurs que nous avons connus au Canada depuis une trentaine d'années. Alors qu'habituellement un sommet économique était suivi d'une baisse de l'activité s'étendant sur deux trimestres en moyenne, le cycle actuel se traduit par une décroissance de la production plus importante, et surtout sur une période beaucoup plus longue, depuis le dernier sommet.

Reflétant principalement la chute des immobilisations des entreprises, la décumulation massive des inventaires et le recul de la demande des ménages, l'année 1982 s'est soldée par une baisse de 4,8% du produit national brut réel. La détérioration marquée de la situation financière des entreprises, la hausse de 34% du nombre de faillites de même que l'augmentation de 45% du nombre de chômeurs viennent en tête de liste des principales manifestations des déséquilibres qui ont résulté de l'orientation restrictive donnée à la politique monétaire en Amérique du Nord.

Par ailleurs, les gains au chapitre de l'inflation se sont avérés relativement modestes et tardifs en raison notamment du relèvement considérable des prix intérieurs du pétrole. Sur une base annuelle, l'augmentation de l'indice des prix à la consommation s'est établie à 10,8% en regard d'un taux de 12,5% en 1981.

PRODUIT NATIONAL BRUT — CANADA
(variation annuelle en pourcentage)



Source: Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.

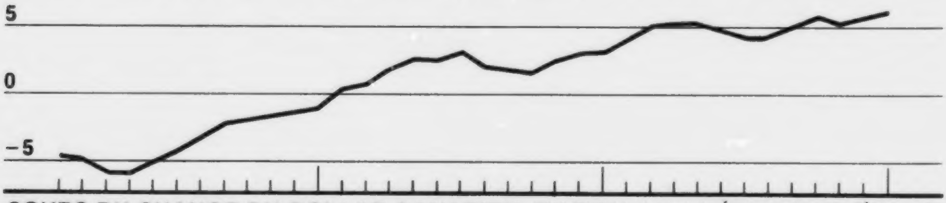
La politique monétaire

L'orientation de la politique monétaire en Amérique du Nord et la configuration des taux d'intérêt qui en a résulté viennent en tête de liste des facteurs qui ont exercé une influence déterminante sur la baisse marquée de la production l'an dernier. Principalement dicté par l'évolution du dollar canadien sur les marchés de change internationaux, le cours de la politique monétaire a connu deux phases distinctes de durée approximativement égale en 1982.

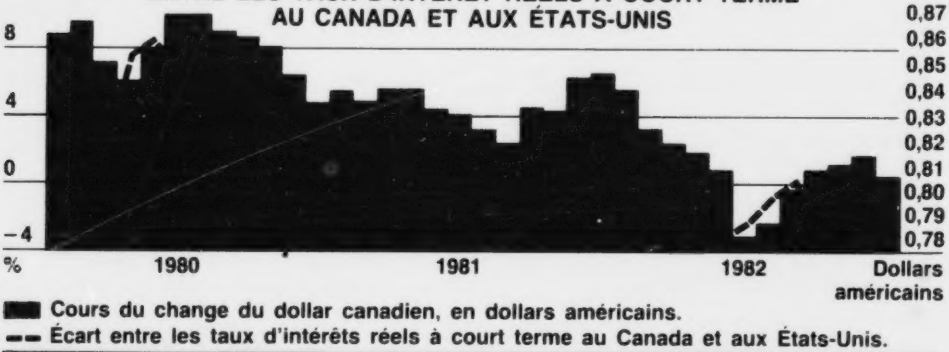
Au cours de la première moitié de l'année, en raison de la sévérité de la récession, notamment par rapport aux autres pays industrialisés, le dilemme inflation-chômage a été ressenti avec plus d'acuité que jamais alors que face à la hausse des taux d'intérêt

ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT À COURT TERME AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS(1)

ÉCART ENTRE LES TAUX D'INFLATION AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS(2)



COURS DU CHANGE DU DOLLAR CANADIEN, EN DOLLAR AMÉRICAIN ET ÉCART ENTRE LES TAUX D'INTÉRÊT RÉELS À COURT TERME AU CANADA ET AUX ÉTATS-UNIS



(1) Taux du papier de premier choix des sociétés, 90 jours (Canada) et taux du papier commercial, 90 jours (États-Unis).

(2) Augmentation en pourcentage de l'IPC au cours des douze derniers mois.

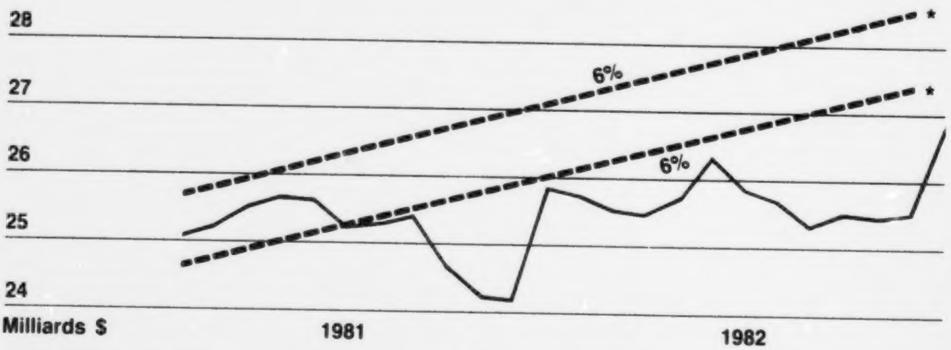
Sources: Banque du Canada.
Ministère des Finances du Québec.

aux États-Unis dès la fin de 1981, la Banque du Canada a réagi en permettant une reprise de la tendance à la hausse des taux d'intérêt au Canada.

À titre d'exemple, les taux d'intérêt à court terme se sont accrus de 100 à 165 points de base entre novembre 1981 et juin 1982, ce qui a porté le taux de base des prêts bancaires à 18,25% en juin dernier, accentuant ainsi l'ampleur de la récession en cours. Néanmoins, les écarts entre les taux d'intérêt canadiens et américains ont été réduits au cours de cette période comme l'illustre le graphique précédent.

Cependant à la lumière de l'écart grandissant entre les taux d'inflation au Canada et aux États-Unis, cette politique a contribué à faire chuter le taux de change qui subissait au début de l'été une crise de confiance sans précédent alors que le dollar chutait à 76,80 ¢ E.U. en juin pour établir un nouveau creux historique. Pour contrer cette évolution du marché des changes, la Banque du Canada a favorisé une remontée des écarts entre les taux d'intérêt canadiens et américains qui se sont établis à près de 500 points de base en août 1982. Ainsi, l'évolution du loyer de l'argent a fortement contribué à la faiblesse marquée de l'économie canadienne et la masse monétaire (MI) s'est établie bien en dessous des objectifs de croissance minimaux que les autorités s'étaient elles-mêmes fixées. Ces objectifs ont d'ailleurs dû être abandonnés en cours d'année.

MASSE MONÉTAIRE ET CROISSANCE VISÉE (MI)



— Monnaie et dépôts à vue (MI), données corrigées des variations saisonnières.
-- Bornes supérieure et inférieure des rubans-cibles.

* Discontinué à partir de décembre 1982.
Sources: Banque du Canada.
Ministère des Finances du Québec.

Au second semestre, le relâchement des contraintes monétaires aux États-Unis, conjugué à la faiblesse de la demande résultant de la persistance de la récession économique et des gains importants réalisés au plan de l'inflation, ont entraîné une baisse des taux d'intérêt outre-frontière. Ce mouvement à la baisse s'est traduit par une réduction équivalente du loyer de l'argent au Canada en raison de la remontée du taux de change.

Taux d'intérêt

Tel que mentionné précédemment, la Banque du Canada a maintenu les taux d'intérêt à court terme relativement stables durant les cinq premiers mois de l'année en favorisant

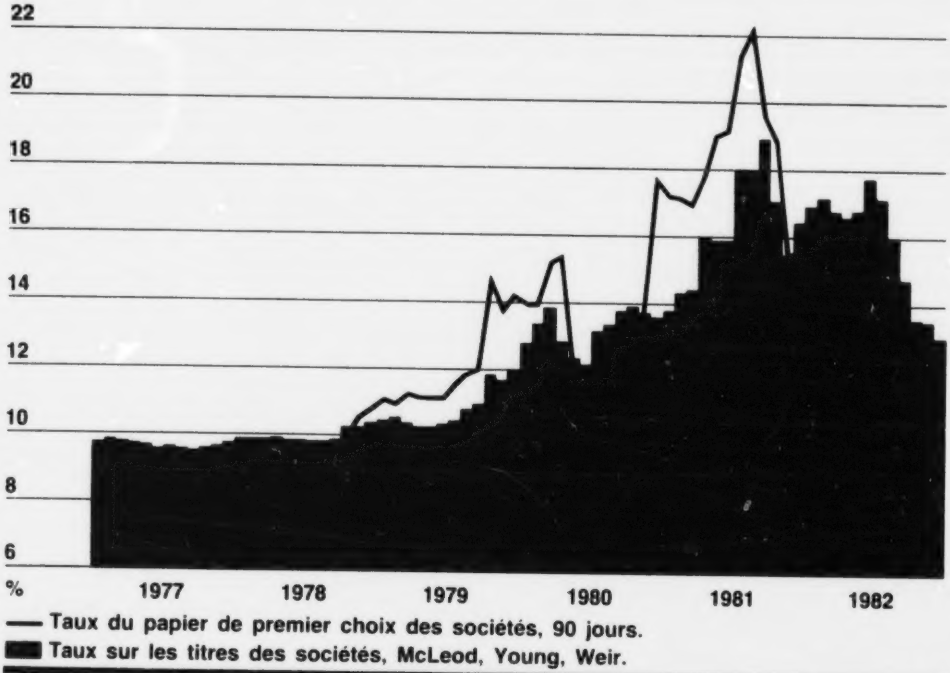
une réduction des écarts avec les États-Unis. De 384 points en novembre 1981, l'écart entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis a été ramené à moins de 100 points entre janvier et avril 1982. Comme cette politique est apparue incompatible avec la stabilité du taux de change, la Banque du Canada a par la suite favorisé une politique inverse jusqu'en août et les écarts de court terme se sont alors élevés à 491 points. De même, après être demeurés relativement stables durant les cinq premiers mois de l'année, les taux d'intérêt à long terme affichaient une hausse marquée en juin, le rendement moyen des obligations à long terme des sociétés (McLeod, Young, Weir) s'élevant alors à 17,86% à la fin du mois. Par conséquent, entre le creux atteint en novembre 1981 et le sommet de juin dernier, les taux d'intérêt à court terme se sont accrus de 165 points et ceux à long terme de 231 points.

ÉVOLUTION DE QUELQUES TAUX D'INTÉRÊT

	Niveau en pourcentage			Variation en points de base	
	1981	1982			
	Novembre	Juin	Décembre	Novembre 1981-juin 1982	Juin 1982-décembre 1982
ÉTATS-UNIS					
Papier commercial, 90 jours	11.56	15.22	8.84	366	−638
Taux de base	15.75 16.00	16.50	11.00 11.50	50 75	−500 −550
Rendement moyen des obligations industrielles (Moody's)	14.84	15.48	12.44	64	−304
CANADA					
Papier de premier choix des sociétés, 90 jours	15.40	17.05	10.25	165	−680
Taux de base	17.25	18.25	12.50	100	−575
Rendement moyen des obligations des sociétés, long terme (McLeod, Young, Weir)	15.55	17.86	12.93	231	−493

Sources : Banque du Canada
Ministère des Finances du Québec

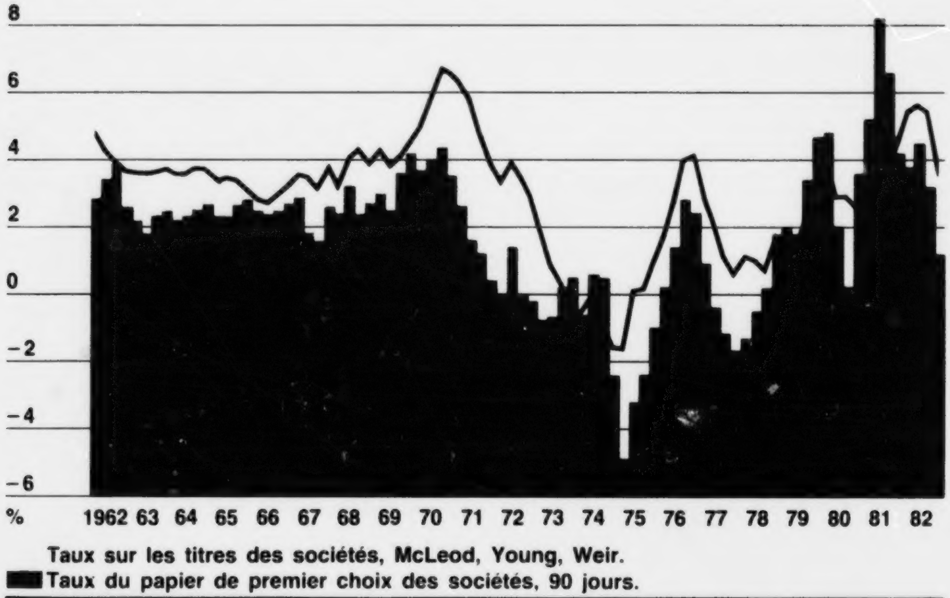
TAUX D'INTÉRÊT À COURT ET À LONG TERMES — CANADA



Sources: Banque du Canada.
Ministère des Finances du Québec.

Au second semestre, la baisse des taux d'intérêt à court terme a été de 600 à 700 points de base, soit du même ordre qu'aux États-Unis. Dans le cas du rendement des titres à long terme, la diminution a été un peu plus marquée que celle observée aux États-Unis. Cependant, en dépit de cette évolution, les taux réels au Canada et aux États-Unis demeuraient encore très élevés en fin d'année, compte tenu de la baisse prononcée du taux d'inflation et en raison du maintien de politiques monétaires axées vers la lutte à l'inflation. Dans ce sens, le relâchement des contraintes de la politique monétaire au Canada comme aux États-Unis a été, en dépit de la baisse somme toute spectaculaire des taux d'intérêt nominaux au second semestre de 1982, moins marqué que lors des récessions précédentes.

TAUX D'INTÉRÊT RÉELS À COURT ET À LONG TERMES — CANADA(1)



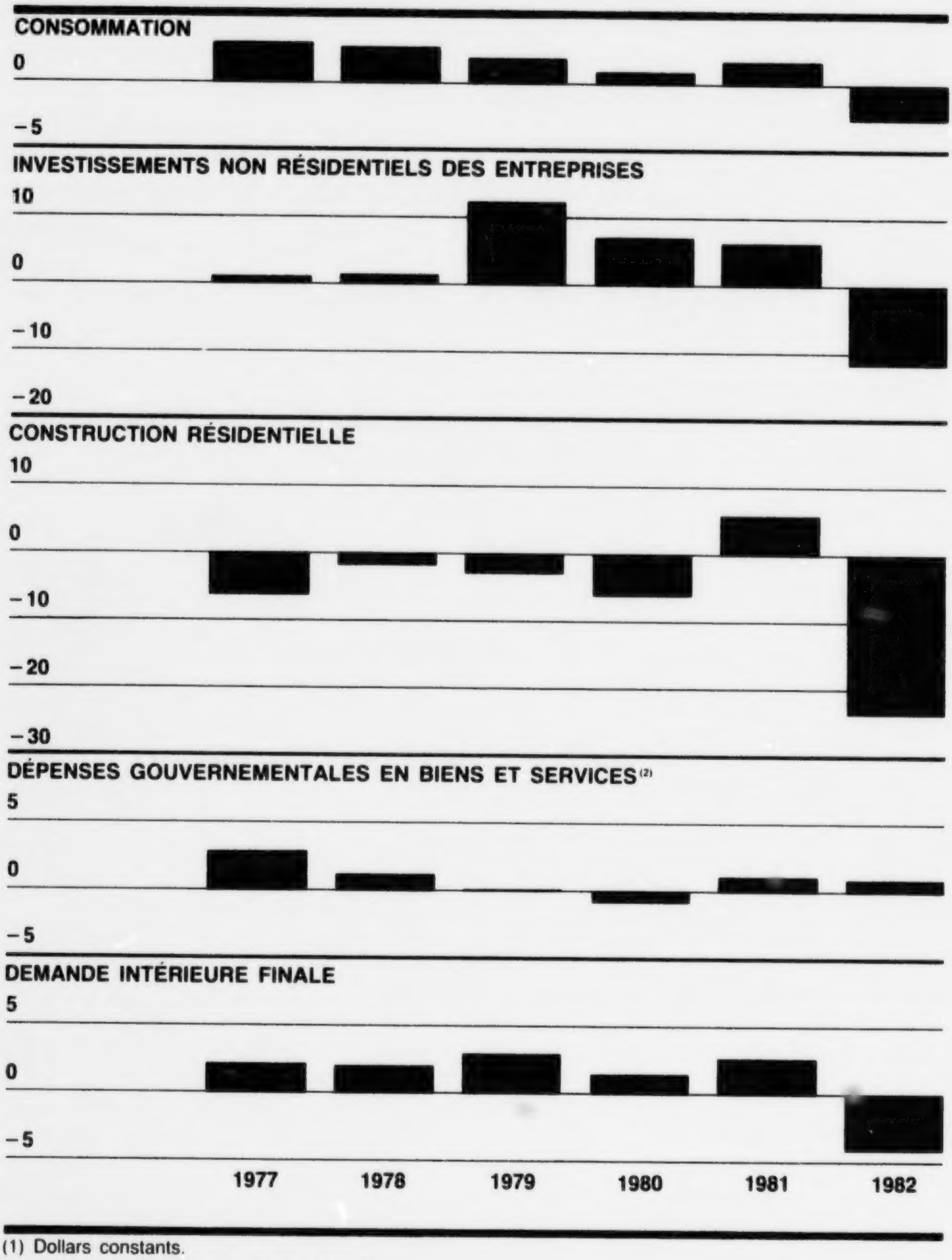
(1) Les taux sont dégonflés par le pourcentage d'augmentation de l'IPC au cours des quatre derniers trimestres.

Sources: Banque du Canada.
Ministère des Finances du Québec.

La demande intérieure

Le repli de la demande intérieure amorcé au second semestre de 1981 s'est poursuivi au cours de 1982. Toutes les composantes de la demande intérieure ont enregistré des baisses à l'exception des dépenses des administrations publiques. Les secteurs de la demande les plus sensibles aux taux d'intérêt ont affiché les compressions les plus importantes. Notamment, la construction domiciliaire chutait le plus fortement (−23,5%), suivie des investissements non résidentiels des entreprises (−11,5%). Les ménages ont également réduit leurs achats de biens durables et semi-durables. Affichant une attitude de prudence, les particuliers ont accru leur épargne de sorte que le taux d'épargne s'est établi à un sommet historique de 13,7% pour l'ensemble de l'année 1982.

DEMANDE INTÉRIEURE[1] CANADA
(variation annuelle en pourcentage)



(1) Dollars constants.

(2) Y compris les dépenses d'immobilisations.

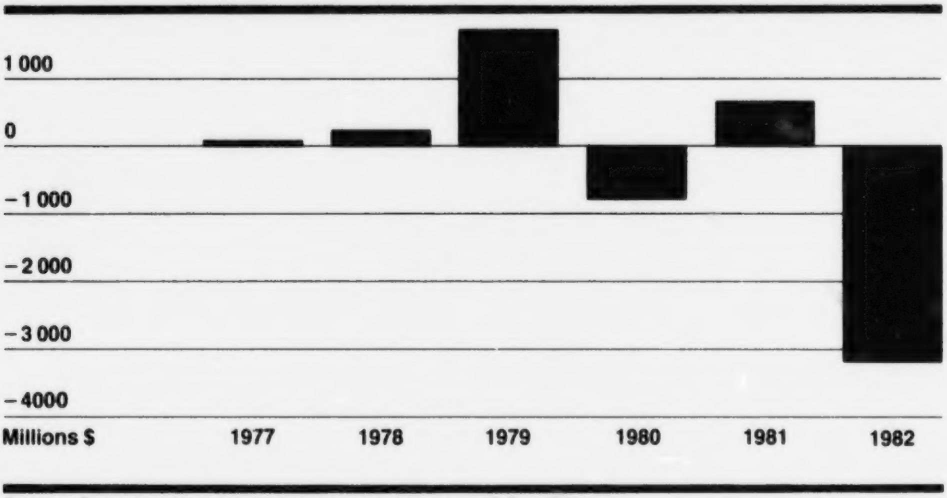
Source: Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.

La variation des stocks

L'accumulation marquée des inventaires observée au troisième trimestre de 1981 suite à l'affaiblissement soudain de la demande a cédé la place à une décumulation totale de 3 329 000 000 $ au cours des cinq trimestres subséquents. Pour l'ensemble de l'année 1982, la décumulation des inventaires a atteint 3 170 000 000 $ en regard d'une accumulation de 687 000 000 $ l'année précédente.

Cette décumulation qui est survenue en présence d'un recul marqué de la demande témoigne de la crise de liquidité des entreprises canadiennes qui a accompagné le repli de l'activité économique et la hausse des coûts de financement. L'impact défavorable de cet ajustement à la baisse des inventaires sur la performance économique d'ensemble ressort lorsque l'on considère qu'il est responsable d'environ 58% du déclin de la production survenu en 1982.

VARIATION MATÉRIELLE DES STOCKS — CANADA
(en millions de dollars constants)

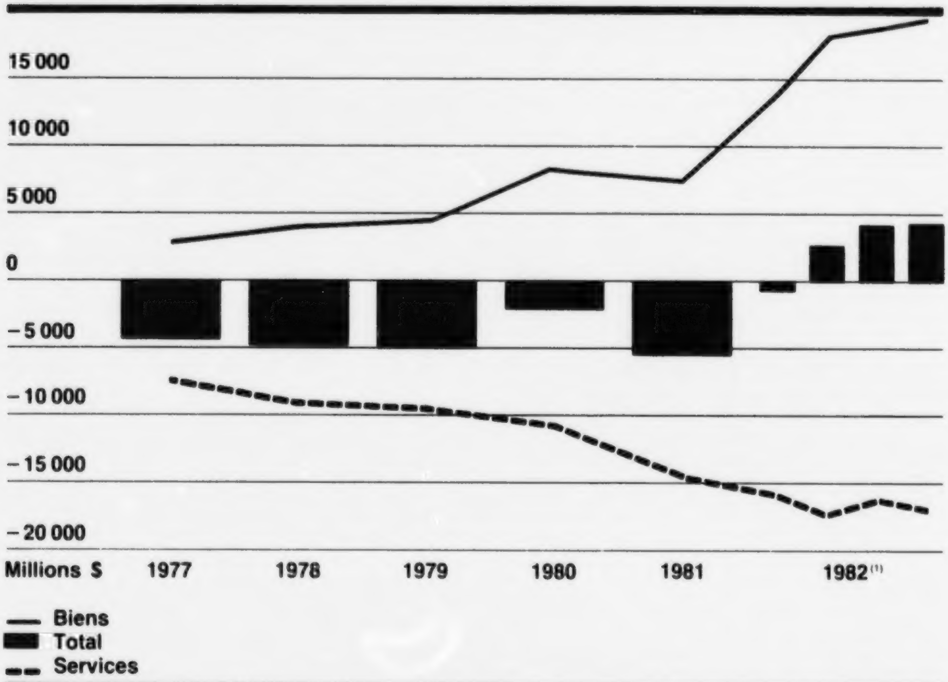


Source: Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001.

La demande extérieure

Malgré la conjoncture internationale défavorable, la balance des paiements courants a montré un net revirement passant d'un déficit de 5 346 000 000 $ en 1981 à un surplus de 2 669 000 000 $ l'an dernier. Le solde des échanges avec l'extérieur a donc contribué à atténuer le recul de la production canadienne en 1982.

SOLDE DE LA BALANCE DES PAIEMENTS COURANTS — CANADA
(en millions de dollars)



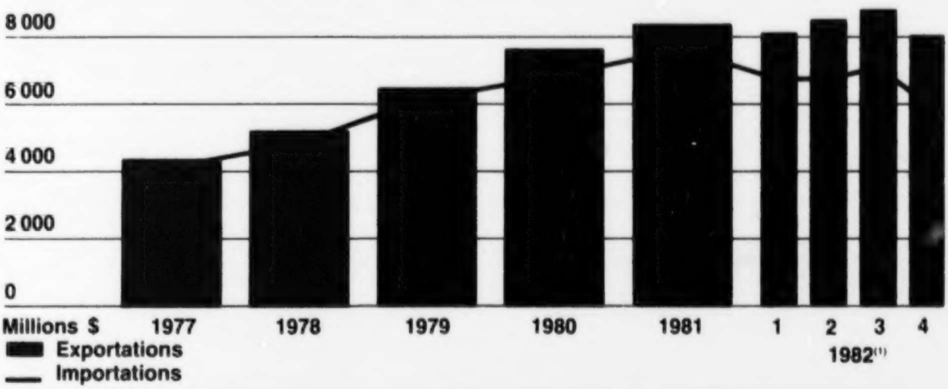
(1) Les données de 1982 sont présentées par trimestre à taux annuel.
Source: Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, S.C., 67-001.

C'est une augmentation de plus de 10 000 000 000 $ du solde du commerce de biens qui est responsable de ce premier surplus au compte courant depuis 1973. Le surplus du commerce de biens est passé de 7 351 000 000 $ en 1981 à 17 746 000 000 $ en 1982. Les autres composantes du compte courant ont affiché une détérioration de 2 380 000 000 $, leur déficit passant de 12 697 000 000 $ en 1981 à 15 077 000 000 $.

Cette évolution des exportations nettes est attribuable à une chute de 10,4% du volume des importations puisque les exportations ont affiché une baisse de 1,5%. Les exportations de machinerie ont été particulièrement touchées par la récession avec une chute supérieure à 20%. De même, les exportations de métaux et minéraux, de produits chimiques et de papier ont régressé fortement. On note cependant, une forte augmentation du volume des exportations d'automobiles et pièces. Par ailleurs, les importations ont baissé pour la majorité des groupes de produits, bien que les diminutions aient été plus marquées pour le pétrole, les métaux primaires et la machinerie.

La détérioration du solde des services en 1982 est principalement attribuable à une forte augmentation des intérêts versés aux non-résidents au cours des deux premiers trimestres de l'année. Sur une base annuelle, ceux-ci sont passés de 4 914 000 000 $ en 1981 à 7 738 000 000 $, soit un accroissement de 57,5%. À l'opposé, les intérêts et dividendes reçus de l'étranger ont connu une baisse, passant de 1 631 000 000 $ à 1 305 000 000 $.

COMMERCE DE BIENS — CANADA
(en millions de dollars)



(1) Les données de 1982 sont présentées par trimestre à taux annuel.

Source: Estimations trimestrielles de la balance canadienne des paiements internationaux, S.C., 67-001.

Le taux de change

En 1982, l'évolution du taux de change du dollar canadien a été marquée par une crise de confiance qui a atteint son point culminant en juin alors que le dollar cotait à 76,80 ¢ E.U., soit son cours le plus faible de l'histoire canadienne. Ce développement défavorable qui est survenu en dépit de l'amélioration continuelle au compte courant de la balance des paiements s'explique par deux facteurs principaux. D'abord, par la réduction considérable des écarts entre les taux d'intérêt au Canada et aux États-Unis, qui d'une moyenne de 368 points de base au second semestre de 1981 ont été réduits à environ 100 points au cours des quatre premiers mois de 1982. En outre, le maintien à un niveau élevé de l'inflation au Canada, en regard de la réduction de la progression des prix aux États-Unis, a exercé une pression à la baisse supplémentaire sur la devise canadienne. L'écart dans les taux d'inflation au Canada et aux États-Unis s'est accru fortement, passant de 2,1% en 1981 à 4,6% l'année dernière. Dans ce contexte, les écarts de taux d'intérêt réels entre les deux pays ont diminué pour entraîner dans leur sillage la devise canadienne comme l'illustre le graphique de la page 10.

En réaction à cette chute du taux de change, la Banque du Canada a choisi d'accroître les écarts de taux d'intérêt nominaux jusqu'à près de 500 points de base en août 1982, provoquant une remontée du taux de change jusqu'à un sommet de 82,15 ¢ E.U. en novembre dernier. Au cours des quatre derniers mois, le renforcement de la devise canadienne, grâce à ces mesures et à l'augmentation graduelle du surplus au compte courant de la balance des paiements, a permis à la Banque du Canada de réduire à nouveau les écarts entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis.

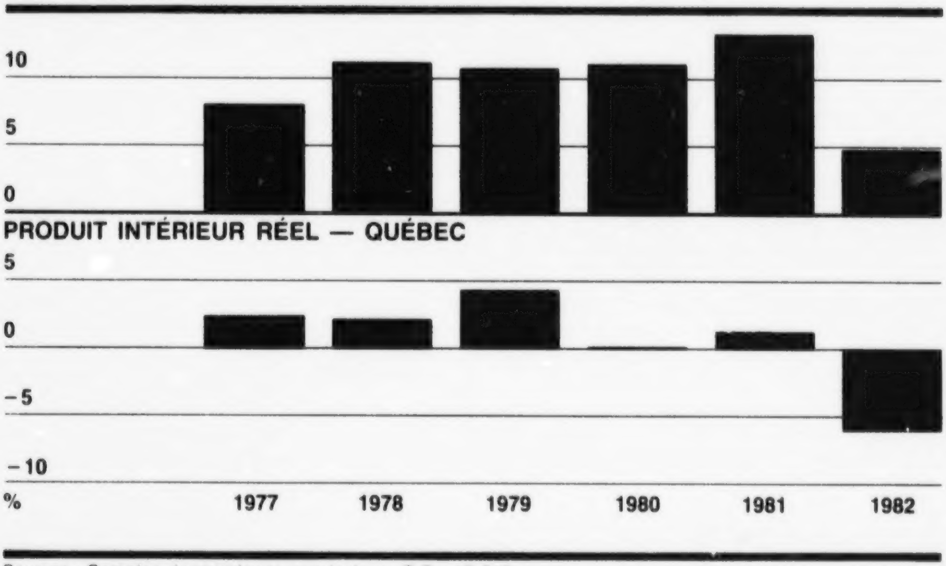
3. LA CONJONCTURE QUÉBÉCOISE

Les effets de la politique monétaire restrictive pratiquée au Canada et aux États-Unis au cours des dernières années ont été ressentis avec particulièrement d'ampleur au Québec. La contraction de la demande et de la production s'est manifestée fortement

dès les premiers trimestres de la récession. En outre, l'ampleur de la récession au Québec semble avoir été amplifiée par la crise de liquidité des petites et moyennes entreprises qui sont particulièrement vulnérables au resserrement des conditions de crédit.

Malgré une meilleure performance vers la fin de l'année, on estime que le volume de la production a diminué de 6% en 1982. Les baisses d'activité ont été particulièrement prononcées dans le secteur des mines, de la fabrication, du commerce et de la construction. Compte tenu de l'inflation, la valeur du produit intérieur brut est estimée à 82 153 000 000 $ en hausse de 4,9% par rapport à 1981.

PRODUIT INTÉRIEUR BRUT — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



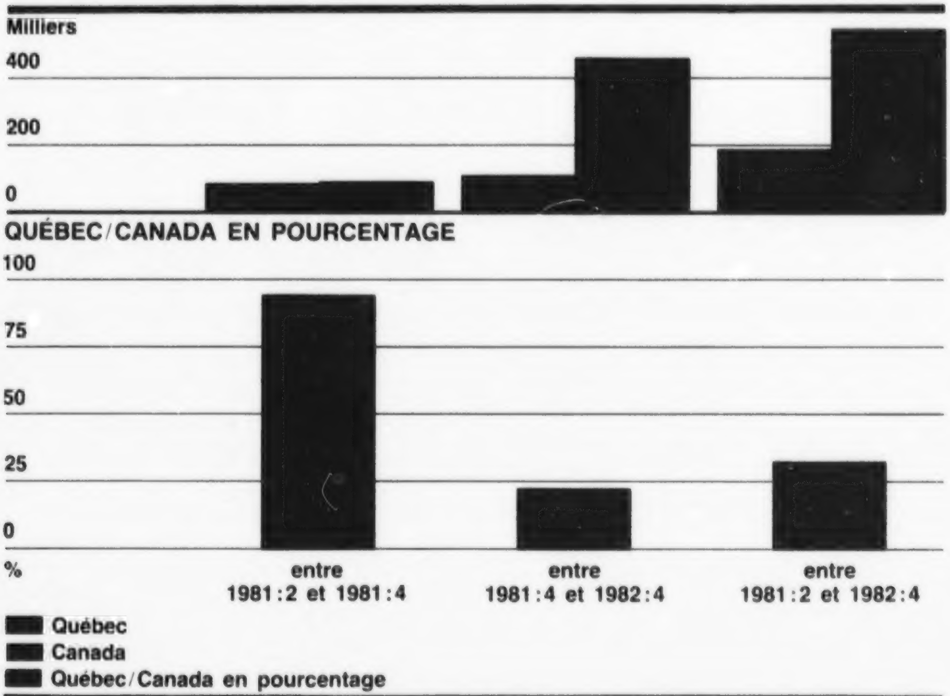
Sources: Comptes économiques provinciaux, S.C., 13-213.
Conference Board au Canada.
Ministère des Finances du Québec.

En parallèle avec la baisse de la production, la situation sur le marché du travail s'est détériorée durant la majeure partie de l'année. Sur une base annuelle, les pertes d'emplois ont atteint 145 000 (−5,4%) en 1982, dominées par les réductions enregistrées dans le secteur de la fabrication et celui du commerce. Le taux de chômage s'est donc accru pour s'établir en moyenne à 13,8%.

En rétrospective, l'analyse des pertes d'emplois au cours des six trimestres de la récession au Québec et dans les autres provinces canadiennes indique que, si la réduction d'emplois a été beaucoup plus marquée au Québec qu'ailleurs au Canada durant les deux premiers trimestres de la récession, la situation s'est modifiée considérablement par la suite. De fait, les pertes d'emplois encourues au Canada au dernier semestre de 1981 étaient localisées au Québec et dans les provinces maritimes. Durant la même période, l'emploi augmentait en Ontario et demeurait stable dans l'Ouest canadien. La situation s'est inversée en 1982 en raison des replis particulièrement

marqués de l'emploi en Ontario et en Colombie-Britannique. Ainsi, la part du Québec dans les pertes d'emplois enregistrées au Canada en 1982 n'a été que de 22,8%, soit une proportion inférieure à l'importance relative de la population québécoise dans la population canadienne.

PERTES D'EMPLOIS QUÉBEC ET CANADA

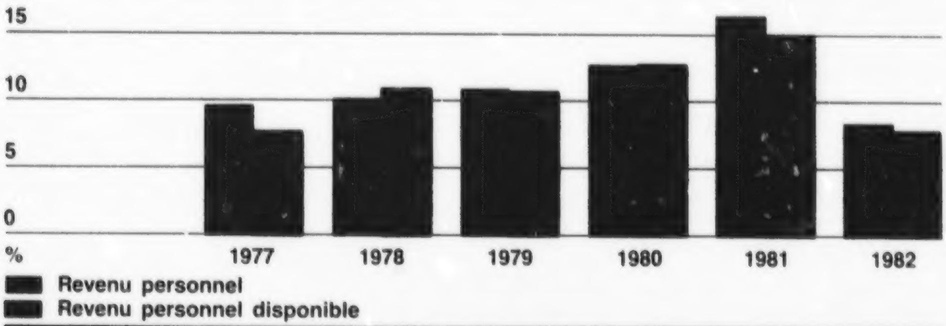


Source: Enquête sur la population active, S.C., 71-001.

Les revenus et les dépenses des consommateurs

L'accroissement des revenus de placement et l'augmentation rapide des revenus de transfert — aide sociale et assurance-chômage — ont partiellement contrebalancé le ralentissement marqué de la rémunération du travail permettant ainsi une progression du revenu pesonnel de 8,4% en 1982 après une hausse de 16,4% en 1981. Compte tenu de l'évolution des impôts directs, le rythme de croissance du revenu personnel disponible s'est établi à 8,0% en 1982 pour atteindre 58 600 000 000 $.

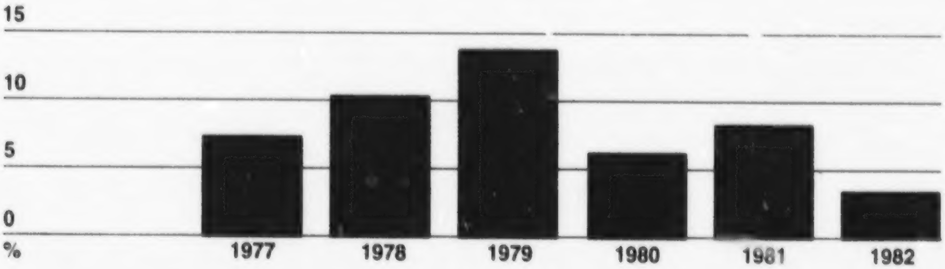
REVENU DES MÉNAGES — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



Sources: Comptes économiques provinciaux, S.C., 13-213.
Ministère des Finances du Québec.

Les ventes au détail ont décéléré de façon notable pour ne croître que de 3,6% en 1982, comparativement à 8,5% en 1981. Cette faible progression de la valeur des ventes s'explique par la compression du revenu personnel disponible réel à laquelle s'est ajoutée une hausse du taux d'épargne reflétant les taux d'intérêt élevés et le comportement prudent des ménages face à l'incertitude quant aux perspectives d'emploi. Les concessionnaires d'automobiles et les magasins de meubles et appareils ménagers ont été les plus touchés, leurs ventes respectives enregistrant des baisses de 14,4% et 1,8%. Le volume des ventes des autres catégories de magasins a connu également une réduction quoique de moindre importance.

VENTES AU DÉTAIL — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)

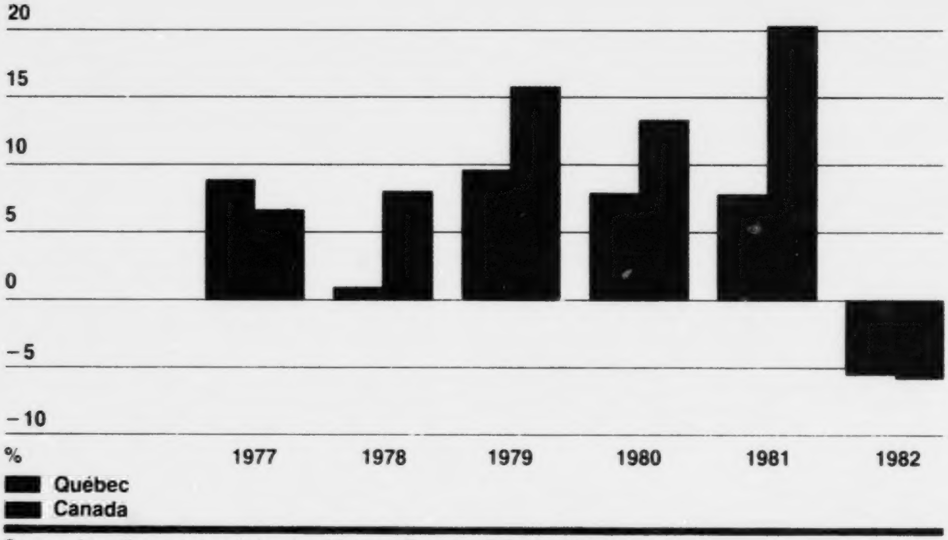


Source: Commerce de détail, S.C., 63-005.

Les investissements privés et publics

Les investissements privés et publics ont diminué de 5,4% au Québec en 1982, pour s'établir à 12 995 000 000 $. Au Canada, le recul des immobilisations a été de 5,7% l'an dernier. La baisse des immobilisations au Québec a été dominée par une chute de 25,3% des dépenses de construction domiciliaire. Dans le secteur non résidentiel, les immobilisations ont affiché une baisse de 1,3% au Québec en regard d'un recul de 1,9% dans l'ensemble du Canada. Les dépenses d'immobilisations du secteur public ont par ailleurs augmenté de 3,1%.

IMMOBILISATIONS TOTALES — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



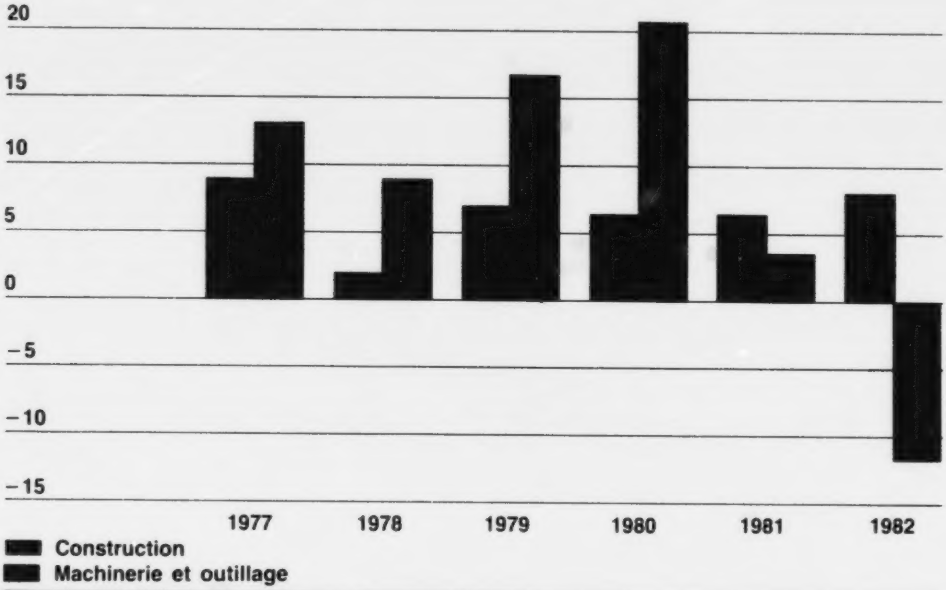
Source: Investissements privés et publics au Canada, S.C., 61-205.

Les investissements non résidentiels

La faiblesse des taux d'utilisation de la capacité, la situation financière précaire de nombreuses entreprises de même que l'augmentation des coûts de financement à un niveau excessif se sont traduites par l'abandon ou le report de nombreux projets d'immobilisations. Les immobilisations non résidentielles ont de la sorte diminué de 1,3% en 1982 en raison d'une baisse de 11,8% des achats de machinerie et d'outillage. En contrepartie, les investissements en construction ont progressé de 8,6% grâce au dynamisme affiché à ce titre par les secteurs des utilités publiques et du commerce.

Dans le secteur de la fabrication, les investissements ont fléchi de 11,1% en raison d'une compression marquée des achats de machinerie et d'outillage. Dans ce dernier secteur, les dépenses de capital ont été réduites substantiellement dans les industries du meuble, des métaux primaires, du vêtement, de la fabrication des produits métalliques et des produits chimiques. Signalons en contrepartie une augmentation de 82,4% des immobilisations dans l'industrie des dérivés du pétrole.

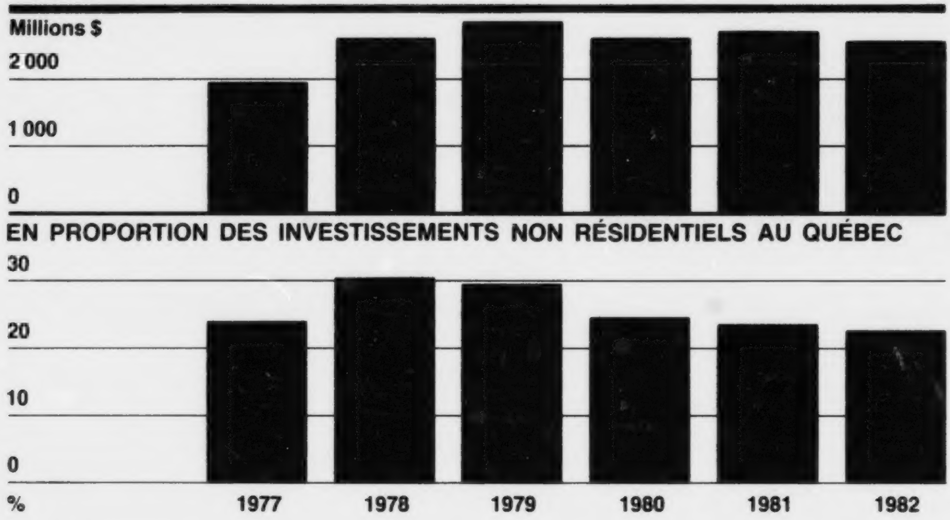
IMMOBILISATIONS NON RÉSIDENTIELLES — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



Source: Investissements privés et publics au Canada, S.C., 61-205.

Moins affectées par la situation économique à court terme, les immobilisations du secteur des utilités publiques ont augmenté de 5,9% en raison du soutien apporté par une progression supérieure à 20% de ses dépenses en construction. Cette évolution favorable reflète essentiellement les dépenses reliées à la pénétration du gaz naturel au Québec: gazoduc et réseaux de distribution. Les immobilisations d'Hydro-Québec ont par ailleurs diminué de 3,8%. Les investissements d'Hydro-Québec ont atteint 2 542 000 000 $ en 1982, soit 22,6% des immobilisations non résidentielles totales.

IMMOBILISATIONS — HYDRO-QUÉBEC

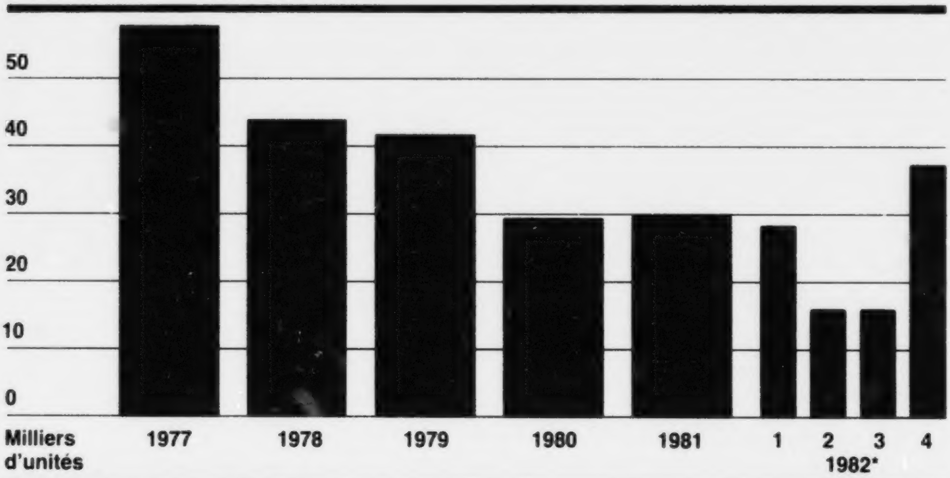


Sources: Investissements privés et publics au Canada, S.C., 61-205.
Hydro-Québec.

La construction domiciliaire

En 1982, la conjoncture a été défavorable au secteur domiciliaire plus qu'au cours de toute autre période depuis la seconde guerre mondiale. Les taux d'intérêt élevés se sont conjugués à une hausse marquée de l'incertitude économique confrontant les ménages

LOGEMENTS MIS EN CHANTIER — QUÉBEC
(milliers d'unités)



* Évolution trimestrielle présentée à taux annuel.

Source: Société canadienne d'hypothèques et de logement.

pour réduire le nombre de mises en chantier de logements neufs à son niveau le plus faible depuis plus d'un quart de siècle, soit 23 494 unités. Le niveau des mises en chantier l'an dernier aurait d'ailleurs été beaucoup plus faible, n'eut été de la mise en place et du démarrage au second semestre du programme Corvée-Habitation et du Régime canadien d'encouragement à l'accession à la propriété.

Comme on peut le voir au graphique ci-dessus, le profil trimestriel des mises en chantier illustre bien l'importance de la contribution apportée au secteur domiciliaire par les programmes d'aide. Au plan sectoriel, les mises en chantier de logements détachés se sont maintenues en moyenne en dessous de 8 000 unités durant les neuf premiers mois de l'année en regard d'un niveau déjà très faible de 14 231 unités en 1981. En ce qui a trait aux logements multiples, la faiblesse ne s'est matérialisée qu'au printemps. L'activité dans ce segment du marché a été soutenue au début de l'année grâce à l'extension d'un programme fédéral d'encouragement à la construction de logements à vocation locative jusqu'au 31 décembre 1981, et dont l'impact a continué à se faire sentir pour des raisons techniques jusqu'au premier trimestre.

L'automne a donc marqué un tournant dans l'évolution de la construction domiciliaire alors que la mise en application des programmes gouvernementaux et l'amorce d'une baisse significative des taux hypothécaires se sont traduites par une augmentation de plus de 130% du nombre de logements mis en chantier qui a ainsi grimpé à 37 000 unités. Les différentes mesures, subvention fédérale de 3 000 $, déductibilité accrue des montants versés au titre des régimes enregistrés d'épargne-logement aux fins de l'impôt provincial, taux d'intérêt subventionné à 13,5% et garanti pour trois ans, subventions d'un grand nombre de municipalités dans le cadre de Corvée-Habitation, ont permis aux nouveaux acheteurs qui se prévalaient de ces divers programmes d'obtenir un financement à un taux effectif de beaucoup inférieur au taux du marché. Il en est résulté une réduction marquée du fardeau hypothécaire encouru à l'achat d'une maison neuve, alors que les taux d'intérêt sur les prêts hypothécaires de l'ordre de 19% avaient rendu l'accession à la propriété inabordable pour la grande majorité des ménages durant les huit premiers mois de l'année.

La demande extérieure

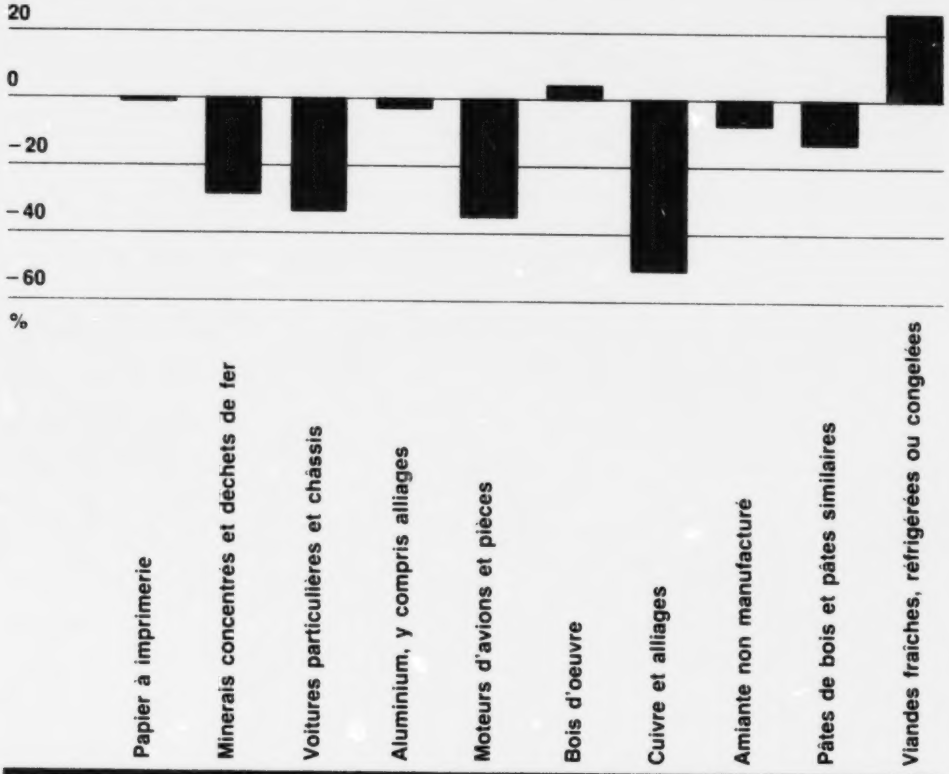
La récession économique qui a prévalu à l'échelon mondial depuis deux ans a été fortement ressentie au niveau des exportations internationales du Québec. Limité dans un premier temps aux livraisons de métaux et minéraux, l'effet du repli de la demande étrangère s'est étendu pour toucher la quasi-totalité des produits exportés par le Québec. Au cours de l'année 1982, la valeur des exportations internationales chargées au Québec a de la sorte baissé de 5,6% en regard d'une hausse de 7,2% l'année précédente. Cette évolution tranche avec la performance enregistrée au cours des années 1978 à 1980 alors que le taux de croissance annuel moyen des livraisons québécoises vers l'étranger avait dépassé 25% et illustre l'influence défavorable qu'a exercé la récession mondiale sur l'activité économique au Québec.

EXPORTATIONS INTERNATIONALES DU CANADA CHARGÉES AU QUÉBEC

	Niveau en 1981	1979	1980	1981	1982
	(millions de dollars)	(variation en pourcentage)			
Produits primaires	2 646,8	48,5	– 0,5	7,2	– 23,0
Produits manufacturés	13 051,0	24,0	27,5	6,9	– 2,8
— Biens de consommation	2 903,3	32,8	16,9	6,7	– 6,6
— Machines et matériel	2 645,9	49,2	31,9	12,0	5,4
— Matériaux et éléments de construction	994,1	25,9	6,3	19,1	1,7
— Produits et fournitures intermédiaires	6 507,8	12,7	34,6	3,4	– 5,1
Dont: Pâtes et papiers					
Produits métalliques	2 771,2	23,4	12,1	17,1	– 4,2
	2 279,8	– 8,9	76,8	– 18,5	– 13,2
Total des exportations	**15 946,1**	**29,4**	**22,0**	**7,2**	**– 5,6**

Les livraisons à l'étranger de métaux et minéraux ont affiché un repli de plus de 20% devant la faiblesse de la demande mondiale de fer, d'amiante et de cuivre. Les exportations de produits manufacturés ont enregistré une baisse de 2.8% attribuable au recul des livraisons dans la majorité des grandes catégories de produits exportés par le Québec. Parmi celles-ci, les exportations de biens de consommation, de voitures particulières, de moteurs d'avions et pièces, de pâte de bois, d'aluminium et de cuivre ont été particulièrement touchées par la récession mondiale. En contrepartie, les exportations d'aliments et boissons ont connu une augmentation de l'ordre de 15% grâce à une vive progression des livraisons de viandes et de lait.

EXPORTATIONS DU CANADA CHARGÉES AU QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)[1]



(1) 10 premiers mois de 1982 par rapport à la période correspondante de 1981.
Source: Bureau de la statistique du Québec.

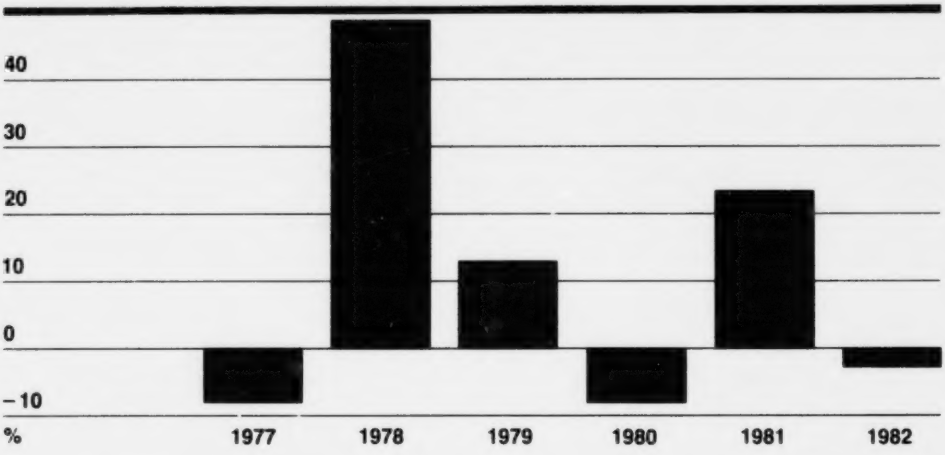
Le secteur primaire

Agriculture

Contrairement à la baisse qui a prévalu dans le reste du Canada, les recettes monétaires touchées par les agriculteurs québécois se sont accrues de 4,5% en 1982. On peut attribuer cette vigueur relative de l'agriculture québécoise à la forte croissance des recettes provenant de l'élevage du porc (18,4%) et à l'accroissement des recettes des produits laitiers (12,5%). L'année 1982 n'a cependant pas été favorable dans tous les secteurs alors que les recettes de l'élevage du boeuf ont diminué (−4,0%) de même que celles de l'ensemble des cultures (−6,9%).

En baisse de 2,7% en 1982, les revenus nets des producteurs agricoles au Québec se sont beaucoup mieux comportés que dans l'ensemble du Canada où ils ont diminué de 21,5%. Les coûts d'opération, dont les frais d'intérêt occupent une bonne part, se sont accrus plus rapidement que les recettes. De plus, une forte diminution de la valeur des stocks est venue s'ajouter à ces développements défavorables.

REVENU NET DES AGRICULTEURS PROVENANT DE L'EXPLOITATION DE LA FERME — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)

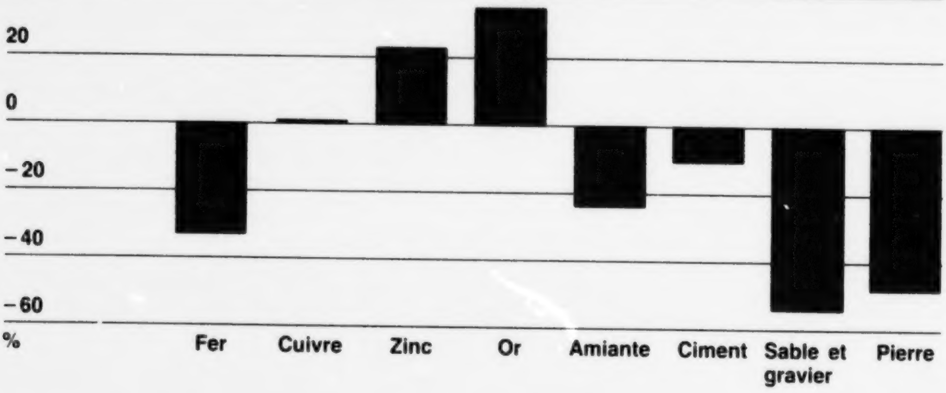


Source: Revenu net agricole, S.C., 21-202, calcul préliminaire 1982.

Mines

Le recul de l'activité dans le secteur minier s'est poursuivi en 1982 alors que la production a baissé d'environ 13% pour porter à plus de 30% la baisse cumulée de l'activité minière au Québec depuis 1980. La chute de la construction et la réduction de l'activité manufacturière tant canadienne qu'étrangère ont eu un effet négatif sur l'extraction des principaux produits. Cette situation s'est traduite par une réduction importante des expéditions de fer (−32,1%), d'amiante (−23,9%), de ciment (−10,3%), de pierre (−48,2%) et de sable et gravier (−54,2%). Le début de l'année 1982 avait été favorable aux livraisons de zinc et de cuivre qui se sont accrues de 23,0% et 0,7% respectivement, par rapport à l'année 1981. L'or a par ailleurs profité d'une conjoncture différente de l'ensemble de l'industrie en raison de la bonne tenue de son prix et de la mise en exploitation de nouveaux gisements. Les livraisons d'or ont donc augmenté de 34,1% et ce minerai occupe maintenant le deuxième rang ayant devancé l'amiante quant à la valeur des expéditions minières du Québec. Le fer occupe toujours la première place à ce chapitre.

VOLUME DES LIVRAISONS DE QUELQUES PRODUITS DU SECTEUR MINIER EN 1982 — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)

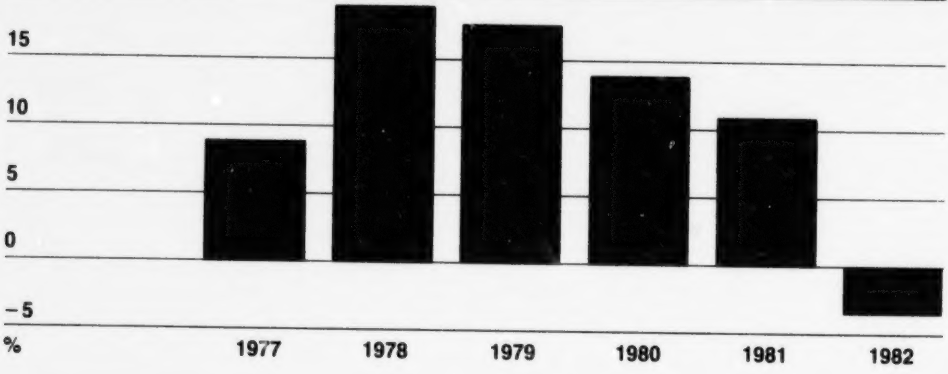


Source: Production minérale du Canada, calcul préliminaire 1982, S.C., 26-202.

La fabrication

En 1982, la valeur des expéditions manufacturières a enregistré une baisse de 3,7%, soit un recul sensiblement du même ordre que dans l'ensemble du Canada. Ce mouvement à la baisse a été partagé par la majorité des secteurs alors que dans 14 des 20 secteurs industriels la valeur des ventes s'est établie à un montant inférieur à celui de 1981. Parmi les secteurs les plus sévèrement touchés, signalons le textile, le bois, le meuble, la première transformation des métaux ainsi que l'équipement de transport.

VALEUR DES EXPÉDITIONS MANUFACTURIÈRES — QUÉBEC
(variation annuelle en pourcentage)



Source: Stocks, livraisons et commandes des industries manufacturières, S.C., 31-001.

Plus affecté au début de la récession au Québec qu'ailleurs au Canada, le secteur de la fabrication a montré des signes de reprise manifestes dans les derniers mois de 1982. De fait, la valeur des livraisons du secteur de la fabrication a enregistré une vive progression au quatrième trimestre de l'an dernier (18% à taux annuel) au Québec en regard d'une baisse de l'ordre de 20% dans l'ensemble du Canada. Au Québec, cette reprise des livraisons a été particulièrement importante dans les secteurs de la fabrication de produits métalliques, de l'équipement de transport, du bois, du meuble et de la première transformation des métaux.

Le secteur tertiaire

Compte tenu de l'évolution observée l'an dernier au plan de la demande des ménages et de la production des secteurs producteurs de biens, l'activité dans les industries du secteur des services a connu une baisse en 1982. Deux secteurs, transport et commerce, ont été particulièrement affectés par la faiblesse de la demande intérieure. En ce qui a trait au secteur du transport, l'impact du fléchissement de la demande intérieure a été en outre renforcé par la baisse des livraisons à l'étranger, notamment au titre des métaux et minéraux.

Après avoir progressé à un rythme supérieur à 7% au cours des trois dernières années, le secteur des utilités publiques a également connu une baisse parallèle au repli conjoncturel de la demande d'énergie. La génération nette d'électricité a ainsi baissé de 2,8% contribuant à la faiblesse de la production de ce secteur. Enfin, dans le secteur des services communautaires, commerciaux et personnels, l'emploi a affiché une baisse de 1,7% (−14 000) reflétant, outre la compression de la demande de services opérée par les ménages, la baisse d'activité des industries spécialisées dans le domaine des services aux entreprises.

Le marché du travail

Le ralentissement économique s'est traduit, dès septembre 1981, par un fort mouvement de pertes d'emplois qui s'est poursuivi tout au long de l'année 1982. La baisse de l'emploi a atteint son maximum en août 1982 avec une diminution de 236 000 emplois par rapport au mois correspondant de l'année précédente. Au cours des quatre derniers mois de l'année, les pertes d'emplois ont ralenti pour atteindre 85 000 en décembre. En moyenne au cours de 1982, le Québec a perdu 145 000 emplois, soit une baisse de 5,4% par rapport à 1981.

Sur une base sectorielle, les pertes d'emplois ont été importantes dans le secteur de la fabrication (−52 000) et dans celui du commerce (−28 000). Le secteur de la construction a de son côté affiché la plus forte baisse relative d'emplois, soit 8,9% ce qui représente 11 000 emplois perdus. Les autres secteurs se sont partagés une perte globale de 54 000 comme l'indique le tableau ci-dessous.

EMPLOI PAR SECTEUR — QUÉBEC
(en milliers)

	1981	1982	Variation
Primaire	128	119	− 9
Construction	123	112	− 11
Fabrication	586	534	− 52
Transport, communications et autres services publics	227	215	− 12
Commerce	462	434	− 28
Finances, assurances	139	132	− 7
Services communautaires, commerciaux et personnels	828	814	− 14
Administration publique	192	180	− 12
Total	**2 685**	**2 540**	**− 145**

Source: Enquête sur la population active, S.C., 71-001.

Au cours de l'année 1982, la population active a diminué de 1,6% (− 49 000) alors que la population en âge de travailler augmentait de 0,9% (43 000). Découragées par la difficulté grandissante de trouver un emploi, plusieurs personnes ont décidé de quitter la main-d'oeuvre de sorte que le nombre d'inactifs s'est accru de 92 000. Le recul de l'emploi ayant été supérieur à la diminution de la population active, le nombre de chômeurs s'est accru de 311 000 à 407 000, ce qui représente une hausse du taux de chômage de 10,4% à 13,8%.

EMPLOI ET TAUX DE CHÔMAGE — QUÉBEC

	Emploi			Taux de chômage		
	1981	1982	Variation	1981	1982	Écart
		(milliers)		%	%	(points de pourcentage)
Bas-St-Laurent, Gaspésie	74	60	− 14	17,9	21,2	3,3
Saguenay, Lac-St-Jean	101	95	− 6	12,9	15,5	2,6
Québec	419	390	− 29	10,7	13,1	2,4
Trois-Rivières	168	164	− 4	11,3	16,5	5,2
Cantons-de-l'Est	88	89	+ 1	11,1	15,5	4,4
Montréal	1 618	1 531	− 87	9,3	12,9	3,6
Outaouais	105	106	+ 1	11,6	12,9	1,3
Nord-ouest québécois	49	48	− 1	14,9	22,7	7,8
Côte-Nord — Nouveau Québec	45	46	+ 1	14,9	16,2	1,3
Non répartis	18	11	− 7	—	—	—
Total	2 685	2 540	− 145	10,4	13,8	3,4

Source: Enquête sur la population active, S.C., 71-001.

L'examen de la situation de l'emploi sur une base régionale révèle que l'emploi dans la région de Montréal a évolué au même rythme que dans l'ensemble du Québec avec une baisse de 5,4% (− 87 000). La région du Bas St-Laurent, Gaspésie a été la plus touchée − 18,9% (− 14 000), suivie par la région de Québec − 6,9% (− 29 000) et celle du

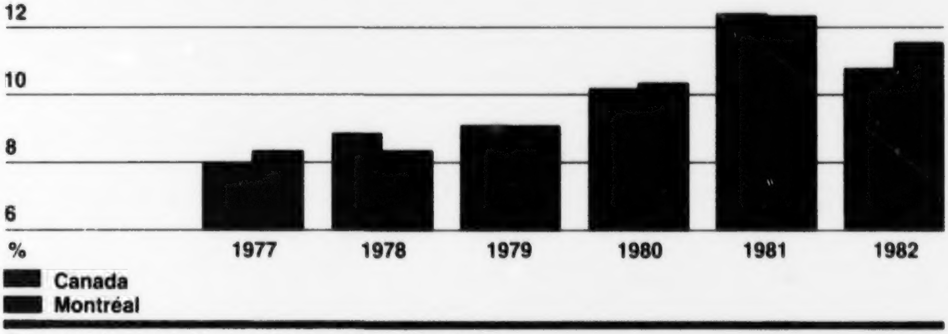
Saguenay, Lac St-Jean −5,9% (−6 000). Les régions de Trois-Rivières et du Nord-ouest québécois ont connu des baisses d'emplois de 2,4% (−4 000) et de 2% (−1 000) alors que trois régions voyaient leur emploi augmenter légèrement, soit les régions des Cantons de l'Est, de l'Outaouais et de la Côte-Nord — Nouveau Québec où le nombre d'emplois s'est accru d'environ 1 000 personnes chacune.

En 1982, les taux de chômage les plus élevés ont été enregistrés dans les régions du Bas St-Laurent, Gaspésie (21,2%) et du Nord-ouest québécois (22,7%) alors que les plus bas ont été observés dans les régions de Montréal et de l'Outaouais.

Les prix et les salaires

En dépit de la progression plus rapide des coûts unitaires en main-d'oeuvre, résultant d'une réduction de la productivité, et d'un accroissement de 25% des prix de l'énergie, le taux annuel d'inflation a diminué à Montréal, passant de 12,4% en 1981 à 11,5% en 1982. Cette réduction du rythme annuel de progression des prix à la consommation s'est réalisée à la faveur d'une diminution marquée de l'inflation chez nos principaux partenaires commerciaux et d'un ralentissement de l'augmentation des prix des produits alimentaires. En outre, le faible taux d'utilisation des capacités productives a exercé un effet modérateur sur les revendications salariales des travailleurs et les marges bénéficiaires des entreprises.

INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
(variation annuelle en pourcentage)

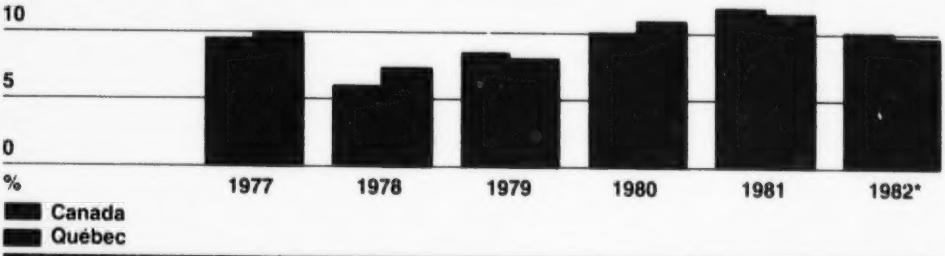


Source: Indice des prix à la consommation, S.C., 62-001.

Au Canada, l'augmentation moyenne des salaires obtenue par les travailleurs syndiqués dans les industries commerciales pour la première année d'application de leur convention collective de travail a diminué de 14,1% à 7,8% entre le premier et le dernier trimestre de 1982. La progression des gains horaires moyens versés dans les entreprises du secteur manufacturier[1] a également été un peu moins rapide qu'en 1981, s'établissant à 11,8% au Québec en comparaison de 12,1% dans l'ensemble canadien. La réduction du nombre d'heures travaillées a contribué à limiter à 9,8% et 10,1% la croissance du salaire hebdomadaire moyen[1] dans l'ensemble des industries au Québec et au Canada respectivement.

(1) Estimation basée sur les onze premiers mois de l'année.

SALAIRE HEBDOMADAIRE MOYEN
(variation annuelle en pourcentage)



* Estimation basée sur les onze premiers mois de l'année.

Source: Emploi, gains et durée du travail, S.C., 72-002.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES
CANADA

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982[1]	78-77	79-78	80-79	81-80	82-81	82-78[2]
							%	%	%	%	%	%
Produit national brut	000 000 $	230 490	261 576	291 869	331 338	348 925	10.4	13.5	11.6	13.5	5.3	10.9
Produit intérieur réel	000 000 $71	111 928	116 145	117 099	120 550	114 588	3.3	3.8	0.8	2.9	− 4.9	0.6
Produit intérieur réel par habitant	$71	4 756	4 886	4 867	4 952	4 657	2.2	2.7	− 0.4	1.7	− 6.0	− 0.5
Revenu personnel	000 000 $	190 403	212 867	239 891	280 413	307 750	11.1	11.8	12.7	16.9	9.7	12.8
Revenu personnel par habitant	$	8 091	8 956	9 972	11 520	12 509	10.0	10.7	11.3	15.5	8.6	11.5
Immobilisations totales	000 000 $	50 360	58 354	66 193	79 604	75 079	8.1	15.9	13.4	20.3	− 5.7	10.5
— secteur de la fabrication	000 000 $	6 178	7 444	9 747	12 739	11 123	1.6	20.5	30.9	30.7	− 12.7	15.8
Valeur des expéditions des industries manufacturières	000 000 $	129 295	152 486	168 410	189 312	182 865	18.6	17.9	10.4	12.4	− 3.4	9.1
Ventes au détail	000 000 $	68 778	77 025	84 026	94 293	97 381	11.6	12.0	9.1	12.2	3.3	9.1
Indice des prix à la consommation	1981 = 100	73.9	80.7	88.9	100.0	110.8	8.9	9.2	10.2	12.5	10.8	10.7
Population (1er juin)	'000	23 534	23 769	24 058	24 342	24 603	1.1	1.0	1.2	1.2	1.1	1.1
Population active	'000	10 882	11 207	11 522	11 830	11 879	3.7	3.0	2.8	2.7	0.4	2.2
Emploi	'000	9 972	10 369	10 655	10 933	10 574	3.4	4.0	2.8	2.6	− 3.3	1.5
Taux de chômage	%	8.4	7.5	7.5	7.6	11.0						

(1) Données provisoires
(2) Taux annuel composé

Sources: Investissements privés et publics au Canada, S.C., 61-205. Industries manufacturières, S.C., 31-205. Commerce de détail, S.C., 63-005. Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001. Prix et indices des prix, S.C., 62-010. Enquête sur la population active, S.C., 71-001. Estimation de la population du Canada et des provinces, S.C., 91-201.

INDICATEURS ÉCONOMIQUES QUÉBEC

	Unité de mesure	1978	1979	1980	1981	1982[1]	78-77	79-78	80-79	81-80	82-81	82-78[2]
							%	%	%	%	%	%
Produit intérieur brut	000 000 $	56 092	62 182	69 047	78 316	82 153	11,3	10,9	11,0	13,4	4,9	10,0
Produit intérieur réel	000 000 $71	25 991	27 164	27 208	27 543	25 895	2,3	4,5	0,2	1,3	−6,0	−0,1
Produit intérieur réel par habitant	$71	4 118	4 280	4 257	4 279	4 002	2,1	3,9	−0,5	0,5	−6,5	−0,7
Revenu personnel	000 000 $	47 438	52 665	59 421	69 187	74 996	10,2	11,0	12,8	16,4	8,4	12,1
Revenu personnel par habitant	$	7 516	8 297	9 297	10 746	11 591	9,9	10,4	12,0	15,6	7,9	11,4
Immobilisations totales	000 000 $	10 794	11 854	12 819	13 739	12 995	0,9	9,8	8,1	7,2	−5,4	4,7
— secteur de la fabrication	000 000 $	1 280	1 448	2 190	2 272	2 019	8,3	13,2	51,2	3,8	−11,1	12,1
Valeur des expéditions des industries manufacturières	000 000 $	33 441	39 373	44 867	49 764	47 925	19,1	17,7	14,0	10,9	−3,7	9,4
Ventes au détail	000 000 $	17 196	19 624	20 895	22 671	23 480	10,5	14,1	6,5	8,5	3,6	8,1
Indice des prix à la consommation	1981 = 100	73,9	80,6	89,0	100,0	111,6	8,3	9,1	10,3	12,4	11,5	10,9
Population (1er juin)	'000	6 312	6 347	6 391	6 438	6 470	0,3	0,6	0,7	0,7	0,5	0,6
Population active	'000	2 827	2 878	2 959	2 996	2 947	2,6	1,8	2,8	1,3	−1,6	1,0
Emploi	'000	2 520	2 602	2 667	2 685	2 540	1,9	3,3	2,5	0,7	−5,4	0,2
Taux de chômage	%	10,9	9,6	9,9	10,4	13,8						

(1) Données provisoires.
(2) Taux annuel composé.

Sources: Investissements privés et publics au Canada, S.C., 61-205, Industries manufacturières, S.C., 31-205, Commerce de détail, S.C., 63-005, Comptes nationaux des revenus et dépenses, S.C., 13-001, Prix et indices des prix, S.C., 62-010, Enquête sur la population active, S.C., 71-001, Comptes économiques provinciaux, S.C., 13-213, Estimation de la population du Canada et des provinces, S.C., 91-201.

LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT ET LES EMPRUNTS DU SECTEUR PUBLIC

LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT ..... II – 3

- Les revenus budgétaires ..... II – 4
- Les dépenses budgétaires ..... II – 6
- Les opérations non budgétaires ..... II – 8
- Les remboursements d'emprunts ..... II – 9

LE FINANCEMENT ..... II – 10

LA DETTE ..... II – 12

LES EMPRUNTS ET LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC ..... II – 13

LISTE DES TABLEAUX

Gouvernement du Québec
États des opérations financières

- Sommaire ..... II – 19
- Revenus budgétaires ..... II – 20
- Dépenses budgétaires ..... II – 21
- Opérations non budgétaires ..... II – 22

LISTE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN 1982-1983 ..... II – 24

LISTE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR HYDRO-QUÉBEC EN 1982 ..... II – 25

1. LES OPÉRATIONS FINANCIÈRES DU GOUVERNEMENT

Les résultats préliminaires des opérations financières du gouvernement pour l'année se terminant le 31 mars 1983 montrent des besoins financiers nets de 2 241 200 000 $, en regard de 2 146 300 000 $ en 1981-1982. Ce résultat est de 206 200 000 $ plus élevé que la prévision du Discours sur le budget du 25 mai 1982. Compte tenu de l'augmentation de l'encaisse et de l'effet conjugué de la réduction des remboursements d'emprunts et de la hausse des besoins financiers nets depuis lors, les nouveaux emprunts totalisent 2 761 900 000 $.

Le déficit des opérations budgétaires s'établit à 3 135 000 000 $, soit une augmentation de 150 000 000 $ par rapport à la prévision du Discours sur le budget. Cette variation découle d'une diminution de 515 000 000 $ des revenus, jumelée à une réduction de 365 000 000 $ des dépenses.

Le surplus des opérations non budgétaires s'élève pour sa part à 893 800 000 $, marquant une réduction de 56 200 000 $ en regard de la prévision initiale. La variation favorable au titre des placements, prêts et avances aura été plus que compensée par la diminution du surplus du compte des régimes de retraite et du solde des autres comptes non budgétaires.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
SOMMAIRE
(en millions de dollars)

	1981-1982		1982-1983					
			Discours sur le budget		Résultats préliminaires[1]		Variations	
1. Opérations budgétaires								
Revenus	+ 17 481,7		+ 19 670,0		+ 19 155,0		− 515,0	
Dépenses	− 20 393,4		− 22 655,0		− 22 290,0		+ 365,0	
Déficit		− 2 911,7		− 2 985,0		− 3 135,0		− 150,0
2. Opérations non budgétaires								
Placements, prêts et avances	− 72,9		− 200,0		− 131,5		+ 68,5	
Compte des régimes de retraite	+ 1 007,3		+ 1 085,0		+ 1 052,6		− 32,4	
Autres comptes	− 169,0		+ 65,0		− 27,3		− 92,3	
Solde		+ 765,4		+ 950,0		+ 893,8		− 56,2
3. Besoins financiers nets		− 2 146,3		− 2 035,0		− 2 241,2		− 206,2
4. Financement								
Variation de l'encaisse	+ 207,9		—		− 75,1		− 75,1	
Nouveaux emprunts	+ 2 951,6		+ 2 735,0		+ 2 761,9		+ 26,9	
Moins : remboursements d'emprunts	− 1 013,2		− 700,0		− 445,6		+ 254,4	
Total		**+ 2 146,3**		**+ 2 035,0**		**+ 2 241,2**		**+ 206,2**

N.B. Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) une source de financement. Pour la variation de l'encaisse, le signe (−) indique une augmentation et le signe (+) une diminution.

(1) Les données financières 1982-1983 paraissant à cette annexe sont établies sur la base des résultats enregistrés d'avril 1982 à mars 1983 et d'une estimation arrêtée au 15 avril 1983 des revenus et dépenses portés au cours d'avril 1983 aux opérations de l'année écoulée, aux termes des conventions comptables en vigueur.

Les revenus budgétaires

Les revenus budgétaires sont estimés à 19 155 000 000 $ pour l'année financière 1982-1983, soit une hausse annuelle de 9,6% comparativement à 19,0% l'année précédente. Par rapport à la prévision du Discours sur le budget, les revenus autonomes ont diminué de 874 000 000 $ alors que les transferts fédéraux ont augmenté de 359 000 000 $.

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES REVENUS AUTONOMES

	1981-1982	1982-1983			
		Discours sur le budget	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1981-1982
		(en millions de dollars)			(%)
Impôt sur le revenu des particuliers	6 053.1	6 730.0	6 348.0	−382.0	4.9
Contribution des employeurs au fonds de service de santé	1 275.0	1 398.0	1 322.0	− 76.0	3.7
Taxe sur les ventes au détail	1 771.3	2 130.0	1 936.0	−194.0	9.3
Taxe sur les carburants	826.9	1 294.0	1 181.0	−113.0	42.8
Hydro-Québec	6.9	58.0	7.0	− 51.0	1.4
Autres	2 977.0	3 142.0	3 084.0	− 58.0	3.6
Total des revenus autonomes	**12 910,2**	**14 752,0**	**13 878,0**	**−874,0**	**7,5**

L'économie canadienne émerge à peine du plus sérieux ralentissement de l'activité économique qu'elle ait connu depuis l'après-guerre. La récession qui aura duré plus d'une année et demie a été particulièrement sévère au Québec. Les exportations internationales ont enregistré un net recul de même que les immobilisations non résidentielles. De plus, les taux d'intérêt à court terme qui sont demeurés exceptionnellement élevés durant toute la première moitié de l'année 1982 ont exercé au Québec une influence particulièrement néfaste, compte tenu de la prédominance des petites et moyennes entreprises dans la structure industrielle. Cette détérioration de l'activité économique a entraîné une érosion importante des assiettes fiscales, affectant largement le niveau des revenus autonomes.

L'important ralentissement du rythme de croissance des revenus assujettis conduit à une révision à la baisse de 382 000 000 $ du rendement prévu à l'impôt sur le revenu des particuliers et de 76 000 000 $ au titre de la contribution des employeurs au fonds des services de santé.

La faiblesse de la demande des consommateurs, particulièrement marquée dans le secteur automobile et attribuable à la chute du revenu personnel disponible réel et au maintien du taux d'épargne à un niveau très élevé, a entraîné une réduction de 194 000 000 $ du rendement de la taxe sur les ventes au détail, incluant l'abolition de la taxe sur le gaz naturel depuis le 1er janvier 1983 qui a conduit à une diminution des revenus de 10 000 000 $.

La chute de la demande de carburant diesel, la baisse de la taxe d'indemnisation pétrolière le 1er janvier 1983 suite à la réduction du prix international du pétrole brut en dollars canadiens et une concurrence accrue au niveau des stations services expliquent la révision à la baisse de 113 000 000 $ de la taxe sur les carburants.

Le dividende en provenance d'Hydro-Québec s'établit à 7 000 000 $ pour l'exercice financier 1982-1983. Cette baisse de 51 000 000 $ par rapport au Discours sur le budget

s'explique par l'incidence du ralentissement de l'activité économique sur les ventes d'Hydro-Québec.

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT DU CANADA

	1981-1982	1982-1983			
		Discours sur le budget	Résultats préliminaires	Variations par rapport au budget	Variations par rapport à 1981-1982
	(en millions de dollars)				(%)
Péréquation	2 317,8	2 887,0	3 072,0	185,0	32,5
Autres transferts liés aux accords fiscaux	1 225,8	978,0	1 102,0	124,0	−10,1
Contributions aux programmes de bien-être	663,7	742,0	821,0	79,0	23,7
Autres programmes	364,2	311,0	282,0	−29,0	−22,6
Total des transferts du gouvernement du Canada	**4 571,5**	**4 918,0**	**5 277,0**	**359,0**	**15,4**

La hausse des transferts du gouvernement du Canada est le résultat de l'important ralentissement économique observé dans l'ensemble du Canada depuis le quatrième trimestre de 1981, dont les répercussions ont été relativement plus senties au Québec qu'ailleurs au Canada. Cette situation s'est traduite par une chute du potentiel fiscal du Québec au niveau de la plupart des assiettes d'imposition au cours de l'exercice financier 1981-1982.

Au niveau de la péréquation, cette situation a amené en 1982-1983 un ajustement des droits de péréquation à l'égard de 1981-1982 de 65 800 000 $ plus élevé que prévu lors du Discours sur le budget. De plus, pour les trois premières années de sa mise en application, la nouvelle loi sur les accords fiscaux 1982-1987 prévoit une garantie minimale de péréquation calculée sur la base des droits de péréquation attribuables à l'année financière 1981-1982. Le Québec étant admissible à une telle garantie, l'augmentation des droits de péréquation de 1981-1982 a fait varier à la hausse les droits relatifs à l'année 1982-1983 de plus de 80 000 000 $ par rapport à la prévision initiale. Le solde de la variation enrégistrée à cette source de revenu est attribuable à des ajustements relatifs aux années antérieures à 1981-1982.

L'augmentation de 124 000 000 $ observée au titre des autres transferts liés aux accords fiscaux provient principalement d'ajustements au financement des programmes de santé et d'enseignement post-secondaire, alors que le transfert financier à l'égard de ces programmes est passé de 971 000 000$ à 1 095 000 000 $. La hausse de la contribution de base ainsi qu'une importante réduction de la valeur des points d'impôt sur le revenu des particuliers déduite de la contribution financière expliquent cet écart.

La hausse de 79 000 000 $ au chapitre des contributions fédérales aux programmes de bien-être est le résultat de l'effet combiné d'un accroissement des frais partageables, suite à une augmentation importante du nombre de bénéficiaires de l'aide sociale, et d'une réduction de la valeur de l'abattement spécial de cinq points d'impôt sur le revenu des particuliers déduit de la contribution de base.

Quant à la baisse de 29 000 000 $ enregistrée aux autres programmes à frais partagés, elle découle de l'absorption en partie seulement de la provision inscrite au moment du Discours sur le budget, pour tenir compte des fluctuations importantes généralement observées dans cette catégorie de revenus. Cette absorption provient de dépenses

partageables plus élevées que prévu aux titres de certains programmes de subventions en matière de transport et du régime canadien de prêts aux étudiants.

Les dépenses budgétaires

Pour l'année financière 1982-1983, les dépenses budgétaires s'établissent à 22 290 000 000 $, soit un accroissement annuel de 9,3% en regard de 15,9% l'année précédente.

SOMMAIRE DE L'ÉVOLUTION DES DÉPENSES

	1982-1983		
	Discours sur le budget	**Résultats préliminaires**	**Variations par rapport au budget**
	(en millions de dollars)		
Crédits initiaux	23 285,0	23 285,0	—
Plus:			
— Intégration des opérations de l'Office des autoroutes	42,0	39,3	− 2,7
— Autres crédits supplémentaires	—	223,0	+ 223,0
— Dépassements non pourvus par des crédits supplémentaires		48,3	+ 48,3
Moins:			
Crédits périmés attribuables à la compression des rémunérations	− 641,0	− 511,0	+ 130,0
Autres crédits périmés	− 31,0(1)	− 794,6	− 763,6
Total	**22 655,0**	**22 290,0**	**− 365,0**
Total des dépenses 1981-1982		**20 393,4**	
Variation en (%)		**9,3**	

(1) Dépenses encourues de façon anticipée en 1981-1982.

Par rapport à la prévision du Discours sur le budget, les dépenses ont été réduites de 365 000 000 $. Cette diminution résulte du fait que les crédits périmés ont plus que compensé l'incidence de l'adoption par l'Assemblée nationale de crédits supplémentaires de 262 306 000 $, d'un mandat spécial de 21 000 000 $ émis par le gouvernement pour combler des besoins additionnels au titre des prestations d'aide sociale et les autres dépassements non pourvus par des crédits supplémentaires.

Les crédits supplémentaires de novembre dernier, en plus d'actualiser pour 39 300 000 $ l'intégration des opérations de l'Office des autoroutes du Québec à celles du ministère des Transports qui avait déjà été anticipée, visaient à combler les dépassements budgétaires prévus à l'égard de certains programmes de dépenses, dont 125 000 000 $ avaient alors été identifiés au chapitre de l'aide sociale. Le reste des crédits additionnels a principalement été requis dans le cadre de la révision à la hausse de 40 000 000 $ de l'enveloppe budgétaire destinée aux programmes de création d'emplois, d'un accroissement de 21 900 000 $ de l'aide au transport en commun, et de l'augmentation de 7 200 000 $ de la contribution gouvernementale à l'assurance-stabilisation des revenus agricoles.

Par ailleurs, suite à l'adoption de la Loi 105 et aux aménagements ultérieurs qui y ont été apportés, le rendement de la compression des rémunérations, escompté pour

641 000 000 $ au Discours sur le budget, a été de à 511 000 000 $. La récupération auprès des personnels cadres et des professionnels de la santé ayant été effectuée intégralement, l'écart de 130 000 000 $ provient exclusivement d'aménagements aux conditions de rémunération des personnels syndiqués et syndicables.

En contrepartie, la chute des taux d'intérêt et leur maintien à un niveau inférieur aux prévisions initiales a entraîné une péremption de crédits de 154 800 000 $ répartie à travers plusieurs postes de dépenses parmi les plus importants du budget du gouvernement. À cet égard, le service de la dette publique s'est chiffré à 1 935 700 000 $, en baisse de 68 800 000 $ par rapport à la prévision initiale, tandis que la contribution d'employeur du gouvernement reliée à l'intérêt applicable au solde du compte des régimes de retraite a été réduite de 40 500 000 $. L'incidence des grèves ayant affecté le secteur public au cours de l'hiver sur les frais de fonctionnement des ministères et des réseaux de l'Éducation et des Affaires sociales a contribué à une réduction des dépenses de quelque 165 000 000 $. Toutefois, une part de 51 200 000 $ de la réduction des revenus budgétaires est aussi reliée à ce phénomène, reflétant son impact sur la perception par le gouvernement d'impôts et de taxes.

En outre, le coût des services assurés par la Régie de l'assurance-maladie montre des crédits périmés de 107 700 000 $, soit de 41 700 000 $ plus élevés que ceux prévus au Discours sur le budget, reflétant un certain ralentissement dans la croissance du coût des services assurés. Suite au ralentissement des investissements privés découlant de la récession économique, les dépenses des divers programmes d'aide aux entreprises des ministères de l'Agriculture, Pêcheries et Alimentation et de l'Industrie, Commerce et Tourisme ont été de 55 000 000 $ inférieures aux prévisions. La révision à la baisse du coût relié aux opérations des années scolaires antérieures à 1982-1983 a aussi généré

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES RELATIVES AUX RÉGIMES DE RETRAITE (en millions de dollars)

	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983
1. Opérations budgétaires					
Revenus	—	—	—	—	—
Dépenses	− 331.2	− 732.6	− 895.4	− 1 101.1	− 1 167.5
Déficit	− 331.2	− 732.6	− 895.4	− 1 101.1	− 1 167.5
2. Opérations non budgétaires					
Compte des régimes de retraite					
Contributions du gouvernement	+ 331.2	+ 732.6	+ 895.4	+ 1 101.1	+ 1 167.5
Contributions des organismes autonomes	+ 24.8	+ 24.6	+ 26.0	+ 26.8	+ 25.7
Cotisations des employés [1]	+ 125.3	+ 123.9	+ 125.3	+ 143.6	+ 168.0
Total des contributions et cotisations	+ 481.3	+ 881.1	+ 1 046.7	+ 1 271.5	+ 1 361.2
Total des prestations [2] et autres paiements	− 165.0	− 198.3	− 224.4	− 264.2	− 308.6
Surplus	+ 315.7	+ 682.8	+ 822.3	+ 1 007.3	+ 1 052.6
3. Besoins financiers nets	− 15.5	− 49.8	− 73.1	− 93.8	− 114.9

N.B. Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) une source de financement.

(1) Cotisations des régimes de retraite autres que le RREGOP. Les cotisations des employés au RREGOP sont versées directement à la Caisse de dépôt et placement du Québec et ne transitent pas par le compte non budgétaire des régimes de retraite.

(2) Comprenant la partie des prestations afférentes au RREGOP à la charge du gouvernement ainsi que la totalité des prestations versées dans le cadre des autres régimes.

une péremption de crédits de 38 000 000 $ au titre de l'enseignement primaire et secondaire publics.

Enfin, le niveau des crédits périmés réguliers générés par les activités des divers ministères explique le solde de la péremption qui s'établit à 340 100 000 $.

Aux termes d'un des principaux objectifs de la politique budgétaire retenue par le gouvernement au cours des dernières années, une somme de 1 167 500 000 $ a été portée aux dépenses au titre du service courant et passé des régimes de retraite. Le tableau qui précède montre l'impact du compte des régimes de retraite sur les opérations financières du gouvernement, depuis sa création en 1978-1979.

Les opérations non budgétaires

Le surplus des opérations non budgétaires atteint 893 800 000 $ comparativement à la prévision de 950 000 000 $ présentée au Discours sur le budget.

SOMMAIRE DES OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES 1982-1983 (en millions de dollars)

	Discours sur le budget	Résultats préliminaires	Variations
1. Placements, prêts et avances			
Entreprises du Gouvernement			
Capital-actions et mise de fonds	− 81,3	− 102,5	− 21,2
Prêts et avances	− 100,1	+ 6,9	+ 107,0
Sous-total	− 181,4	− 95,6	+ 85,8
Prêts et avances aux municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres	− 18,6	− 35,9	− 17,3
Total des placements, prêts et avances	− 200,0	− 131,5	+ 68,5
2. Compte des régimes de retraite	+ 1 085,0	+ 1 052,6	− 32,4
3. Autres comptes	+ 65,0	− 27,3	− 92,3
4. Solde	+ 950,0	+ 893,8	− 56,2

N.B.: Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) une source de financement.

La variation enregistrée au titre des placements, prêts et avances s'explique principalement par une hausse de 21 200 000 $ des placements dans les entreprises du gouvernement et par une réduction de 107 000 000 $ de l'encours prévu des prêts et avances à leur égard à la fin de 1982-1983. Une augmentation de 17 300 000 $ a été enregistrée au niveau des prêts et avances aux municipalités, organismes municipaux, particuliers, sociétés et autres.

En regard des placements, la souscription du gouvernement au capital-actions de la Raffinerie de sucre du Québec a été augmentée de 5 000 000 $ en marge du refinancement de la modernisation et de l'expansion de l'entreprise et de 11 000 000 $ dans le cadre de la conversion en capital actions des bénéfices non répartis de l'entreprise en application des dispositions de la Loi sur la Raffinerie du sucre du Québec sanctionnée en juin 1982. En outre, une mise de fonds de 4 000 000 $ supérieure à la prévision initiale a été requise dans le cadre des opérations de SOQUIP.

Au niveau des prêts et avances, le gouvernement a garanti un emprunt réalisé par SIDBEC sur les marchés privés afin de financer à terme les pertes liquides accumulées aux opérations minières de la société ; SIDBEC a ainsi remboursé au gouvernement les avances qui lui avaient été consenties au cours de 1982-1983 pour combler ses besoins de liquidité de même qu'une autre avance effectuée en 1980-1981, cette opération ayant réduit de 88 000 000 $ le montant net des prêts et avances par rapport à la prévision initiale. D'autre part, le résultat des transactions relatives aux avances consenties à REXFOR s'est traduit par une récupération nette de 4 300 000 $ alors qu'une augmentation nette des avances de 4 700 000 $ avait été prévue initialement. Cet écart s'explique par un décalage des déboursés prévus pour la réalisation d'un projet d'investissement et par un remboursement à la société du loyer dont Rayonier Quebec Inc. s'était rendue redevable suite à la fermeture de son usine.

Enfin, le compte concernant les particuliers, sociétés et autres a dû être haussé, essentiellement pour donner suite à une décision du gouvernement de combler temporairement les besoins de liquidités de Québecair s'élevant à 11 400 000 $.

Le surplus du compte des régimes de retraite, initialement prévu à 1 085 000 000 $, s'est chiffré à 1 052 600 000 $. Cette diminution résulte principalement de la réduction de 46 500 000 $ des contributions du gouvernement à titre d'employeur, dont 40 500 000 $ faisant suite à la baisse du taux d'intérêt applicable au solde du compte et 5 900 000 $ résultant d'une révision des cotisations des employés prévues aux divers régimes. Le reste de l'écart est attribuable à une augmentation de 7 700 000 $ des cotisations des employés aux régimes autres que le RREGOP et par une baisse de 6 400 000 $ des prestations payées à même le compte.

Les opérations afférentes aux autres comptes non budgétaires représentent essentiellement les variations d'une année à l'autre dans les comptes et les intérêts courus à payer et à recevoir par le gouvernement. Évoluant normalement en fonction du volume global des transactions financières, ces comptes peuvent toutefois présenter des variations importantes difficiles à prévoir d'une année à l'autre. En fait, leur niveau est principalement relié au synchronisme des opérations de perception et de paiement. Pour l'exercice financier 1982-1983, le solde des autres compte présente une variation nette négative de 27 300 000 $ en regard de la variation nette positive de 65 000 000 $ prévue au Discours sur le budget.

Cette augmentation de 92 300 000 $ des besoins financiers nets s'explique d'une part par une hausse de 170 100 000 $ du niveau des comptes à recevoir, résultant principalement de l'accroissement des cotisations et charges émises aux titres des impôts sur les revenus et les biens, et par une réduction supplémentaire de 55 100 000 $ des comptes à payer, résultant essentiellement d'une accélération du versement des subventions au ministère de l'Éducation. D'autre part, une hausse de 85 100 000 $ du niveau prévu des chèques émis et non encaissés par les bénéficiaires au 31 mars et une augmentation de 49 600 000 $ du niveau des intérêts courus à payer par rapport à la prévision initiale ont partiellement compensé cette détérioration.

Les remboursements d'emprunts

Les remboursements d'emprunts sont estimés à 445 600 000 $ comparativement à 1 013 200 000 $ en 1981-1982. Ces résultats préliminaires sont de 254 400 000 $ inférieurs à la prévision du Discours sur le budget.

Cette diminution du niveau des remboursements est principalement due à la reconduction pour un terme dépassant l'année financière 1982-1983 d'un emprunt syndicataire de 150 000 000 $ E.-U. (177 500 000 $) dont le remboursement avait été prévu pour 1982-1983 lors de la préparation du budget de mai dernier. Le solde de l'écart est relié à un

ralentissement marqué de la demande de remboursements d'obligations d'épargne, le taux d'intérêt en vigueur étant généralement plus avantageux que les taux prévalant sur les marchés financiers concurrents.

Le montant estimé des remboursements d'obligations d'épargne au cours de 1982-1983 est de 161 300 000 $ et l'encours au 31 mars 1983 est établi à 1 495 200 000 $.

ENCOURS DES OBLIGATIONS D'ÉPARGNE
(en millions de dollars)

Encours au 31 mars 1982		975,9
Plus : Émission 1981	2,4[1]	
Émission 1982	678,2[2]	680,6
Moins : Remboursements		161,3
Encours au 31 mars 1983		1 495,2

(1) Montant encaissé après le 31 mars 1982 de l'émission de 230 896 150 $.

(2) Montant encaissé au 31 mars 1983 de l'émission de 680 156 100 $.

2. LE FINANCEMENT

En 1982-1983, les emprunts du gouvernement du Québec ont été de 2 761 900 000 $. Ils ont donc diminué pour une deuxième année consécutive, après avoir atteint 3 352 900 000 $ en 1980-1981 et 2 951 600 000 $ au cours de 1981-1982. Le financement du gouvernement au cours de l'année financière 1982-1983 a été marqué par le succès de l'émission d'obligations d'épargne qui, jumelé à l'accroissement des émissions de bons du Trésor à échéances de 91 et 182 jours, a largement contribué à la réduction des recours aux emprunts en monnaies étrangères.

En dépit du fait que plusieurs provinces canadiennes aient aussi eu recours en 1982-1983 au marché des bons du Trésor à échéance de 91 jours et malgré l'augmentation considérable du montant de bons du Trésor du Canada mis aux enchères hebdomadairement, le gouvernement du Québec a pu hausser ses adjudications hebdomadaires de bons du Trésor à échéance de 91 jours de 55 000 000 $ en début d'année à 75 000 000 $ en fin d'exercice. Un financement de 200 000 000 $ a ainsi été prélevé en cours d'année. D'autre part, l'augmentation de 35 000 000 $ à 45 000 000 $ entre le début et la fin de l'exercice financier des enchères mensuelles de bons du Trésor à échéance de 182 jours a rapporté 65 000 000 $ au Trésor québécois. Enfin, un montant net de 50 000 000 $ de bons du Trésor de diverses échéances a été émis à titre de placements privés. Le financement sous forme de bons du Trésor réalisé en 1982-1983 a ainsi porté à 1 325 000 000 $ l'encours de ceux-ci en fin d'année financière. Ce montant représente 8,2% de la dette du gouvernement au 31 mars 1983, soit 0,9% de plus que l'année précédente.

La baisse des taux d'intérêts, conjuguée au recours plus prononcé aux bons du Trésor comme instrument de financement de la part du gouvernement du Canada a contribué à une réduction graduelle des écarts de coût de financement entre les bons du Trésor du gouvernement du Canada et ceux du gouvernement du Québec. Ces écarts qui atteignaient en moyenne 50 points de base en début d'année financière se sont situés au cours des trois derniers mois de l'exercice, au niveau moyen de 13 points centésimaux.

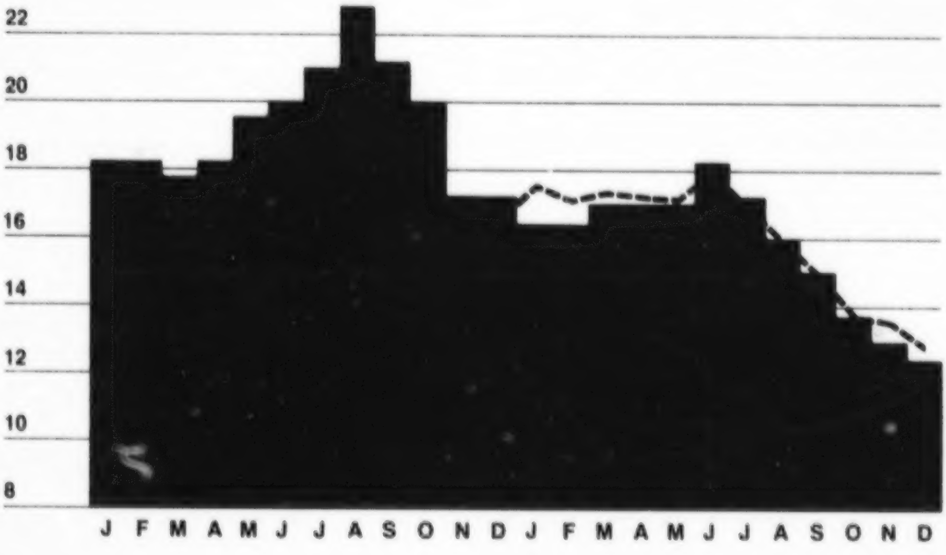
La campagne 1982 d'obligations d'épargne a par ailleurs confirmé l'attrait pour les épargnants québécois de ce genre d'instrument financier. En effet, les obligations d'épargne du Québec ont rapporté 680 600 000 $ en 1982-1983, soit près de trois fois plus que les 231 100 000 $ de l'année précédente, et ce malgré le fait que l'émission

1982, lancée à un moment où les taux d'intérêt semblaient avoir amorcé leur mouvement à la baisse, ait vu sa période de vente écourtée de quatre jours. L'encours des obligations d'épargne au 31 mars 1983, soit 1 495 200 000 $ représente 9,2% de la dette directe du gouvernement, comparativement à 7,0% un an auparavant.

D'autre part, le gouvernement a, au cours de 1982-1983, eu recours aux marchés étrangers pour une part moins importante que l'année précédente. Les emprunts réalisés sur les marchés extérieurs ont été de 761 000 000 $, dont 150 800 000 $ sous forme d'emprunts privés, soit 130 100 000 $ de moins qu'en 1981-1982. Aucun tirage additionnel n'a été effectué en 1982-1983 sur les marges de crédits disponibles en devises étrangères, alors que 177 500 000 $ y avaient été puisés l'an dernier. Le gouvernement du Québec a pour la première fois émis des titres libellés en florins néerlandais et en ECUs. Des emprunts de 245 600 000 $ ont aussi été réalisés en monnaie des États-Unis, dont 183 700 000 $ sur le marché de l'euro-dollar américain. En outre, l'apport du marché de l'euro-dollar canadien s'est chiffré à 133 400 000 $.

Le gouvernement a aussi emprunté 1 005 300 000 $ sur le marché domestique, sous forme d'obligations ou de placements privés, soit 26 600 000 $ de moins que l'année précédente. De cette somme, 825 000 000 $ ont été financés auprès de la Caisse de

TAUX DE RENDEMENT SUR TITRES DU QUÉBEC ET AUTRES TITRES EN 1982 ET 1983 — CANADA



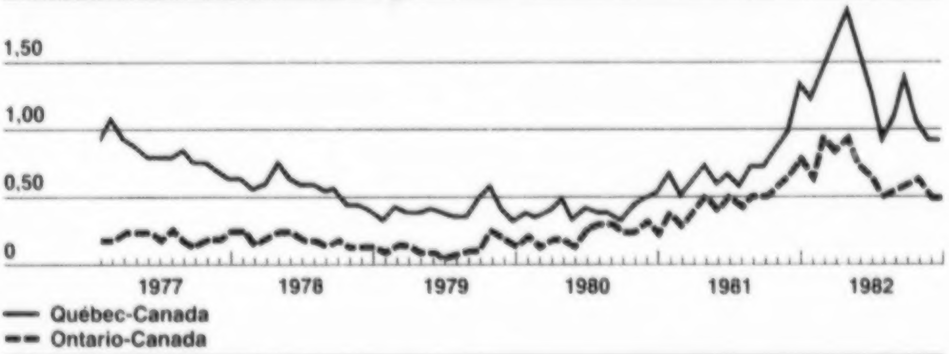
Taux de base des prêts bancaires.
Taux des bons du Trésor du Québec à 3 mois.
Taux des obligations à long terme du Québec.

Sources : Banque du Canada.
Dominion Securities Ames.
Ministère des Finances.

dépôt et placements du Québec, le reste l'étant principalement par l'entremise d'une émission de 125 000 000 $ sur le marché public canadien et d'un placement privé de 50 000 000 $.

Si, au cours de l'année financière précédente, les écarts de rendement entre les titres à long terme du gouvernement du Québec et ceux du gouvernement du Canada avaient plutôt eu tendance à s'élargir, il en fut tout autrement en 1982-1983. Le niveau du déficit du gouvernement du Canada l'a en effet contraint à multiplier ses recours au marché canadien. Ce phénomène, combiné à la baisse des taux d'intérêts et au fait que le gouvernement du Québec n'y a réalisé qu'une seule émission publique en 1982-1983, a largement contribué à ramener les écarts de rendement à des niveaux plus proches de ceux qui ont prévalu dans le passé.

ÉCART ENTRE LES TAUX DE RENDEMENT SUR LES TITRES À LONG TERME DU QUÉBEC ET AUTRES TITRES — CANADA



Source: Dominion Securities Ames.

3. LA DETTE

La dette du gouvernement du Québec, incluant l'encours des bons du Trésor, est estimée à 16 180 000 000 $ au 31 mars 1983. La proportion de la dette totale libellée en dollars canadiens a légèrement augmenté au cours de 1982-1983, passant de 74,3% à 74,9% alors que la part des emprunts en cours en monnaies étrangères était ramenée à 25,1%.

Par ailleurs, en raison du maintien de la conjoncture financière, les émissions d'obligations conventionnelles ont continué d'être effectuées pour des termes relativement courts. Ainsi, l'échéance moyenne de la dette du gouvernement, qui était de 9,9 ans au 31 mars 1982, a été réduite à 9,1 ans au cours de 1982-1983.

DETTE DU GOUVERNEMENT
ESTIMATION AU 31 MARS 1983[1]

Monnaie d'émission	en millions de dollars	en proportion du total (%)
Dollar canadien	12 119	74,9
Dollar américain	2 630	16,3
Mark allemand	454	2,8
Franc français	15	0,1
Yen Japonais	461	2,8
Unité de compte européenne	74	0,5
Franc suisse	126	0,8
Livre sterling	197	1,2
ECU	58	0,3
Florin	46	0,3
	16 180	**100,0**

(1) Excluant les emprunts temporaires.

Note: La dette en monnaies étrangères est exprimée en équivalent canadien aux dates de réalisation des emprunts.

4. LES EMPRUNTS ET LES INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC

Au cours de l'année civile 1982, les emprunts bruts à long terme du secteur public ont totalisé 6 986 000 000 $, ce qui représente une augmentation de 563 000 000 $ par rapport à l'année précédente. La hausse de 202 000 000 $ des emprunts bruts des institutions d'enseignement et des institutions de santé et de bien-être est en grande partie imputable au retard dans la réalisation du programme d'emprunts de 1981. Quant à la réduction des emprunts des sociétés d'État, elle est en grande partie imputable à la Société d'habitation du Québec qui avait effectué un certain rattrapage en 1981.

EMPRUNTS À LONG TERME DU SECTEUR PUBLIC

	Années civiles					
	1977	1978	1979	1980	1981	1982(1)
	(en millions de dollars)					
Emprunts bruts						
Gouvernement(2)	1 337	1 413	1 521	2 734	2 336	2 841
Institutions d'enseignement	304	271	232	193	135	244
Institutions de santé et de bien-être	79	84	45	90	149	242
Hydro-Québec(2)	1 097	1 542	1 783	2 156	2 257	2 277
Autres sociétés d'État	77	37	99	100	501	302
Municipalités, communautés urbaines et commissions de transport	967	712	666	779	1 045	1 080
Total	**3 861**	**4 059**	**4 346**	**6 052**	**6 423**	**6 986**
Remboursements	**833**	**933**	**1 269**	**1 810**	**2 104**	**2 231**
Emprunts nets	**3 028**	**3 126**	**3 077**	**4 242**	**4 319**	**4 755**

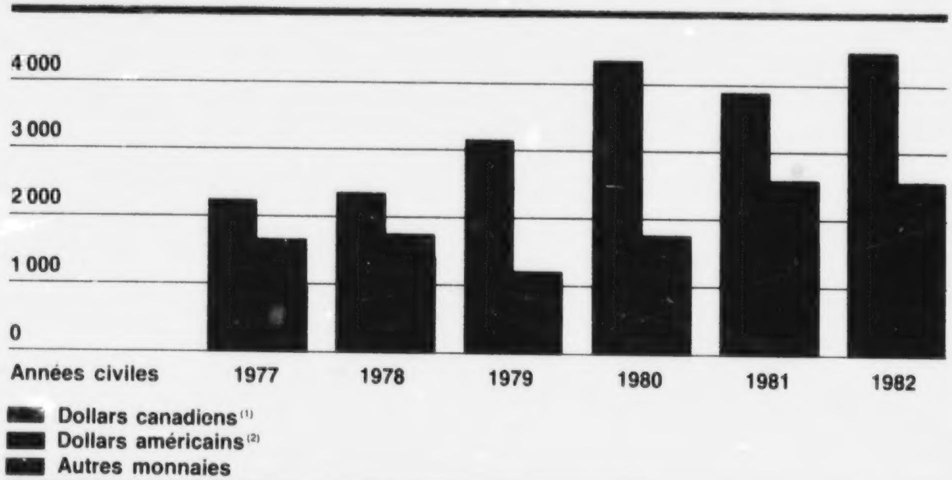
(1) Résultats préliminaires.

(2) Montants encaissés durant l'année civile, à l'exclusion du montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de dette, ce qui diffère de la liste des emprunts réalisés présentée plus loin dans ce document.

Source: Ministère des Finances du Québec.

Comme on peut le constater au graphique ci-dessous, les emprunts bruts libellés en dollars canadiens ont totalisé 4 448 000 000 $ en 1982, soit plus de 60% des emprunts totaux du secteur public. Quant aux emprunts bruts libellés en dollars américains, ils ont atteint 1 133 000 000 $, soit 16% du total des emprunts bruts, alors que les emprunts dans les autres monnaies s'établissaient à 1 405 000 000 $ ou 20% du total.

EMPRUNTS BRUTS DU SECTEUR PUBLIC PAR MONNAIE (en millions de dollars)



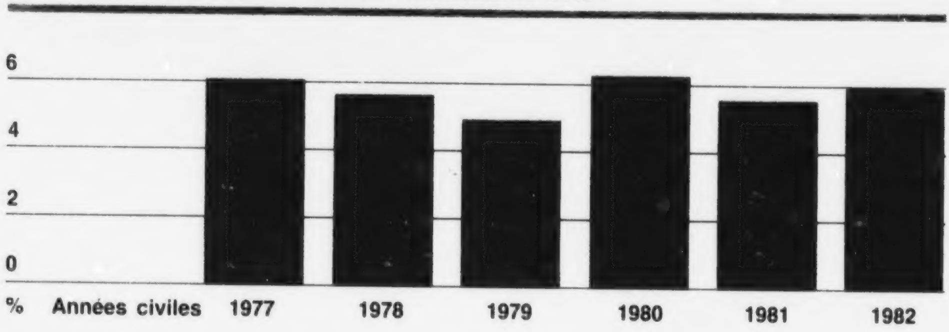
Source: Ministère des Finances du Québec.

(1) Incluent des euro-obligations libellées en dollars canadiens au montant de 50 000 000 $ en 1979, de 100 000 000 $ en 1980, de 250 000 000 $ en 1981 et de 896 000 000 $ en 1982.

(2) Incluent des euro-obligations libellées en dollars américain au montant de 596 000 000 $ en 1977, de 1 238 000 000 $ en 1978, de 431 000 000 $ en 1979, de 539 000 000 $ en 1980, de 811 000 000 $ en 1981 et de 440 000 000 $ en 1982.

Par ailleurs, compte tenu des refinancements et des remboursements, les emprunts nets du secteur public sont évalués à 4 755 000 000 $. Comme l'indique le graphique ci-dessous, le rapport des emprunts nets au produit intérieur brut s'est établi à 5,79% en 1982, ce qui est similaire au rapport moyen observé au cours de l'ensemble de la période.

EMPRUNTS NETS DU SECTEUR PUBLIC EN POURCENTAGE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT



Source: Ministère des Finances du Québec.

INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC

	Années civiles					
	1977	**1978**	**1979**	**1980**	**1981**	**1982**(1)
	(en millions de dollars)					
Gouvernement(2)	685	700	749	712	802	791
Institutions d'enseignement(3)	223	256	218	213	227	209
Institutions de santé et de bien-être(3)	136	83	124	157	169	139
Hydro-Québec(4)	1 950	2 588	2 817	2 589	2 643	2 542
Autres sociétés d'État(4)	656	429	448	501	714	548
Organismes municipaux(5)	888	828	823	845	961	918
	4 538	**4 884**	**5 179**	**5 017**	**5 516**	**5 147**

(1) Résultats préliminaires.

(2) Les investissements du Gouvernement comprennent ses immobilisations ainsi que les subventions et prêts pour investissements à des agents économiques extérieurs au secteur public. Les investissements financiers envers d'autres composantes du secteur public sont donc exclus.
Sources: Livre des crédits et comptes publics annuels.

(3) Les investissements des commissions scolaires, des collèges et des universités ainsi que ceux des institutions de santé et de bien-être ne comprennent que les dépenses pour des nouvelles immobilisations telles que définies aux fins de la comptabilité économique.
Sources: Investissements publics au Québec par région administrative, B.S.Q.: Investissements privés et publics au Québec, B.S.Q..

(4) Les investissements des sociétés d'État correspondent à l'accroissement des actifs à long terme. On exclut la Société québécoise d'assainissement des eaux dont les investissements sont compris au poste « organismes municipaux ».
Sources: États financiers annuels des sociétés d'État.

(5) Les investissements des municipalités, des communautés urbaines et régionales de même que des commissions et corporations de transport ne comprennent que les dépenses pour des nouvelles immobilisations telles que définies aux fins de la comptabilité économique.

Sources: Investissements publics au Québec par région administrative, B.S.Q.: Investissements privés et publics au Québec, B.S.Q., estimations du ministère des Finances pour les années 1980, 1981 et 1982.

En 1982, les investissements du secteur public ont atteint 5 147 000 000 $, soit une baisse de 6,7% par rapport à 1981. À l'examen, on constate que cette baisse est principalement imputable à Hydro-Québec ainsi qu'aux autres sociétés d'État dont les investissements avaient crû fortement l'année précédente.

Compte tenu des interrelations entre la politique financière du gouvernement et la situation des divers secteurs sous sa juridiction, l'évolution comparative des emprunts et des investissements doit prendre en considération la situation de l'ensemble du secteur public. Les emprunts nets totaux du secteur public incluent, en plus des emprunts nets à long terme mentionnés précédemment, les emprunts effectués à moins d'un an au titre des opérations de dette, y compris les bons du Trésor émis par le gouvernement, de même que les emprunts réalisés auprès du surplus du compte des régimes de retraite du gouvernement.

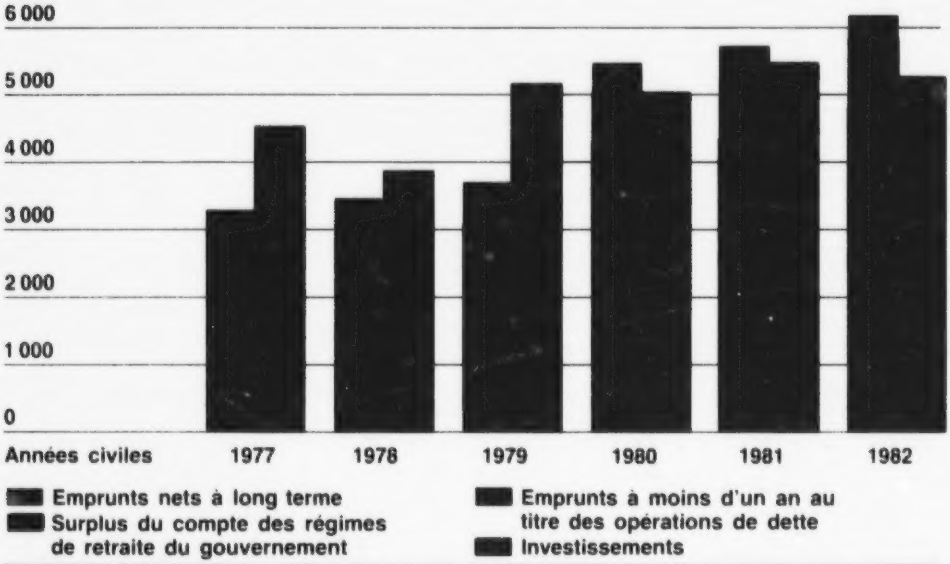
EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC

	Années civiles					
	1977	1978	1979	1980	1981	1982[1]
	(en millions de dollars)					
Emprunts nets à long terme	3 028	3 126	3 077	4 242	4 319	4 755
Montant net des emprunts à moins d'un an au titre des opérations de dette	—	—	—	415	395	309[2]
Surplus du compte des régimes de retraite du gouvernement	244	303	591	787	961	1 041
Emprunts nets totaux	3 272	3 429	3 668	5 444	5 675	6 105
Investissements	4 538	4 884	5 179	5 017	5 516	5 147
Ratio	0,72	0,70	0,71	1,09	1,03	1,19

(1) Résultats préliminaires.
(2) Dont 300 000 000 $ de bons du Trésor du gouvernement.
Source: Ministère des Finances du Québec.

En 1982, les emprunts nets totaux du secteur public sont estimés à 6 105 000 000 $, soit un accroissement de 430 000 000 $ par rapport à 1981. Compte tenu de la baisse des investissements, on note un accroissement du ratio des emprunts nets totaux aux investissements. Néanmoins, pour l'ensemble de la période de 1977 à 1982, le rapport demeure inférieur à l'unité.

EMPRUNTS NETS TOTAUX ET INVESTISSEMENTS DU SECTEUR PUBLIC (en millions de dollars)



Source: Ministère des Finances du Québec.
BSQ, Investissements privés et publics au Québec.
Livre des crédits en comptes publics annuels.
États financiers annuels des sociétés d'États.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
SOMMAIRE
(en millions de dollars)

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983[1]
1. Opérations budgétaires							
Revenus	+ 9 715.9	+ 11 145.3	+ 11 899.0	+ 13 276.7	+ 14 694.0	+ 17 481.7	+ 19 155.0
Dépenses	− 10 717.4	− 12 045.2	− 13 387.2	− 15 110.3	− 17 592.0	− 20 393.4	− 22 290.0
Déficit	− 1 001.5	− 899.9	− 1 488.2	− 1 833.6	− 2 898.0	− 2 911.7	− 3 135.0
2. Opérations non budgétaires							
Placements, prêts et avances	− 182.5	− 248.1	− 255.0	− 202.7	− 40.4	− 72.9	− 131.5
Compte des régimes de retraite	+ 186.4	+ 264.4	+ 315.7	+ 682.8	+ 822.3	+ 1 007.3	+ 1 052.6
Autres comptes	− 335.5	− 287.4	+ 165.9	− 16.1	− 196.6	− 169.0	− 27.3
Solde	− 331.6	− 271.1	+ 226.6	+ 464.0	+ 585.3	+ 765.4	+ 893.8
3. Besoins financiers nets	− 1 333.1	− 1 171.0	− 1 261.6	− 1 369.6	− 2 312.7	− 2 146.3	− 2 241.2
4. Financement							
Variation de l'encaisse	+ 330.7	+ 372.4	+ 49.6	+ 229.3	− 456.1	+ 207.9	− 75.1
Nouveaux emprunts	+ 1 354.6	+ 1 042.3	+ 1 575.5	+ 1 648.9	+ 3 352.9	+ 2 951.6	+ 2 761.9
Moins: remboursements d'emprunts	− 352.2	− 243.7	− 363.5	− 508.6	− 584.1	− 1 013.2	− 445.6
Total	**+ 1 333,1**	**+ 1 171,0**	**+ 1 261,6**	**+ 1 369,6**	**+ 2 312,7**	**+ 2 146,3**	**+ 2 241,2**

N.B. Le signe (−) signifie un besoin de financement et le signe (+) une source de financement.
A des fins de comparaison, les données financières sont présentées sur la base de la structure budgétaire et financière en vigueur pour l'année financière 1983-1984.

(1) Les données financières pour 1982-1983 sont établies sur la base des résultats enregistrés d'avril 1982 à mars 1983 et d'une estimation arrêtée au 15 avril 1983 des revenus et dépenses portés au cours d'avril 1983 aux opérations de l'année écoulée, aux termes des conventions comptables en vigueur.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
REVENUS BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983
1. Impôts sur les revenus et les biens							
Impôt sur le revenu des particuliers	3 247,1	3 903,2	4 227,3	4 621,6	5 315,9	6 053,1	6 348,0
Contributions des employeurs au fonds des services de santé	368,9	437,9	482,9	521,1	601,9	1 275,0	1 322,0
Impôt des sociétés (1)	588,9	541,6	624,9	765,2	913,4	1 010,5	890,0
Droits de successions	27,4	24,6	25,0	41,9	39,8	37,8	46,0
Impôt foncier	—	—	—	15,7	—	—	—
	4 232,3	4 907,3	5 360,1	5 965,5	6 871,0	8 376,4	8 606,0
2. Taxes à la consommation							
Ventes au détail	1 341,1	1 423,1	1 366,0	1 621,0	1 690,2	1 771,3	1 936,0
Carburants	428,5	451,0	445,9	445,1	492,7	826,9	1 181,0
Tabacs	82,8	82,2	136,0	139,0	179,3	228,6	273,0
Repas et hôtellerie	125,3	150,1	154,3	178,5	209,7	236,6	250,0
Autres (2)	32,4	39,5	47,4	55,6	62,0	79,2	89,0
	2 010,1	2 145,9	2 149,6	2 439,2	2 633,9	3 142,6	3 729,0
3. Droits et permis							
Véhicules automobiles	163,0	168,4	186,7	191,0	193,7	224,7	276,0
Boissons alcooliques	54,6	55,1	57,1	57,9	55,7	62,8	58,0
Ressources naturelles (3)	50,9	78,7	89,9	95,0	124,1	143,2	83,0
Pari mutuel	22,2	23,9	24,9	26,1	33,9	33,3	32,0
Autres	29,8	27,7	35,8	48,0	52,2	51,9	65,0
	320,5	353,8	394,4	418,0	459,6	515,9	514,0
4. Revenus divers							
Ventes de biens et services	136,1	152,6	152,2	166,3	166,7	181,6	206,0
Intérêts	148,1	118,7	138,6	154,3	184,8	221,6	289,0
Amendes, confiscations et recouvrements	52,8	57,8	51,2	49,8	68,3	90,2	90,0
	337,0	329,1	342,0	370,4	419,8	493,4	585,0
5. Transferts des sociétés d'État							
Société des alcools du Québec	165,0	180,0	215,0	160,0	203,0	225,0	275,0
Société des loteries et courses du Québec	70,1	73,3	85,2	100,0	135,0	150,0	162,0
Autres sociétés d'État	20,0	20,0	20,0	—	—	6,9	7,0
	255,1	273,3	320,2	260,0	338,0	381,9	444,0
Total des revenus autonomes	**7 155,0**	**8 009,4**	**8 566,3**	**9 453,1**	**10 722,3**	**12 910,2**	**13 878,0**
6. Transferts du gouvernement du Canada							
Péréquation	1 145,4	1 277,5	1 340,3	1 708,6	1 847,2	2 317,8	3 072,0
Autres transferts liés aux accords fiscaux	845,0	1 197,4	1 201,6	1 198,7	1 189,2	1 225,8	1 102,0
Contributions aux programmes de bien-être	389,5	365,1	408,3	533,9	586,7	663,7	821,0
Autres programmes	181,0	295,9	382,5	382,4	348,6	364,2	282,0
Total des transferts du gouvernement du Canada	**2 560,9**	**3 135,9**	**3 332,7**	**3 823,6**	**3 971,7**	**4 571,5**	**5 277,0**
Total des revenus budgétaires	**9 715,9**	**11 145,3**	**11 899,0**	**13 276,7**	**14 694,0**	**17 481,7**	**19 155,0**

(1) Comprend l'impôt sur les profits des sociétés, la taxe sur le capital et primes d'assurances.
(2) Comprend la taxe sur les télécommunications et sur la publicité électronique.
(3) Comprend les ressources forestières, minières et hydrauliques.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
DÉPENSES BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983
Affaires culturelles	43.8	59.5	73.8	79.7	101,9	109.9	120.4
Affaires intergouvernementales	21.7	30.1	36.6	42.3	47.0	44.8	45.9
Affaires municipales	167.6	171.2	215.4	252.0	339.4	410.7	420.8
Affaires sociales	2 613.3	2 818.3	3 185.8	3 503.1	3 905.3	4 544.2	5 193.8
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	211.1	235.4	258.1	293.9	347.1	373.9	421.5
Assemblée nationale	38.4	29.0	47.3	59.4	96.2	71.8	56.3
Commerce extérieur	3.6	4.3	5.6	5.3	5.4	5.9	5.6
Commission administrative du régime de retraite	26.1	40.5	57.1	390.6	444.8	560.0	607.3
Communautés culturelles et Immigration	15.2	17.2	24.3	32.4	44.2	39.7	44.5
Communications	67.3	75.2	86.6	102.1	123.5	139.5	154.7
Conseil exécutif	33.8	88.7	74.1	80.5	105.1	106.6	124.0
Conseil du trésor	2.6	3.1	4.0	5.7	5.8	7.3	9.3
Éducation	3 011.4	3 477.9	3 694.6	3 965.6	5 083.8	5 942.7	6 096.3
Énergie et Ressources	115.1	126.9	159.0	180.9	205.1	254.6	249.8
Environnement	33.0	40.7	48.0	58.6	83.0	89.8	112.0
Finances	563.9	678.3	811.0	956.8	1 269.7	1 731.5	1 988.4
Fonction publique	65.3	58.2	62.6	71.0	84.3	133.2	145.6
Habitation et Protection du consommateur	71.2	89.9	115.8	138.8	168.9	217.6	260.0
Industrie, Commerce et Tourisme	86.0	99.3	106.2	111.3	134.1	140.3	157.4
Justice	317.2	321.4	360.5	414.9	478.5	560.7	599.3
Loisir, Chasse et Pêche	115.5	156.9	159.1	179.2	190.8	191.6	205.5
Main-d'oeuvre et Sécurité du revenu	854.3	985.6	1 096.5	1 258.1	1 474.1	1 631.0	2 025.4
Régie de l'assurance-maladie du Québec	603.8	705.2	787.0	932.6	1 083.7	1 173.4	1 206.2
Revenu	453.1	481.2	566.5	473.7	189.8	200.8	219.1
Transports	1 037.9	1 062.4	1 126.8	1 251.5	1 305.2	1 391.4	1 482.3
Travail	6.7	6.4	9.5	19.0	13.7	41.3	37.4
Travaux publics et Approvisionnement	138.5	182.4	215.4	251.3	261.6	279.2	301.2
Total des dépenses budgétaires	**10 717,4**	**12 045,2**	**13 387,2**	**15 110,3**	**17 592,0**	**20 393,4**	**22 290,0**

(1) Inclut la variation de la provision pour créances irrécouvrables au montant de 40 599 000.00 $ en 1976-1977, 38 934 000.00 $ en 1977-1978, 22 041 000.00 $ en 1978-1979 et 31 516 000.00 $ en 1979-1980. À compter de 1980-1981, cette variation est portée directement à la dette nette.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES
(en millions de dollars)

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983
1. Placements, prêts et avances							
ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC CAPITAL-ACTIONS ET MISE DE FONDS							
Sidbec	− 53.0	− 84.8	− 81.8	− 162.8	− 55.2	− 20.4	—
Société générale de financement (S.G.F.)	− 24.5	− 9.7	− 10.0	—	− 25.0	− 33.0	− 40.0
Société nationale de l'amiante (S.N.A.)	—	—	− 4.7	− 5.7	− 19.7	− 6.8	− 12.2
Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP)	− 7.5	− 9.0	− 15.5	− 15.7	− 9.8	− 22.5	− 26.5
Autres	− 24.9	− 15.9	− 18.9	− 74.9	− 64.0	− 3.6	− 23.8
	− 109.9	− 119.4	− 130.9	− 259.1	− 173.7	− 86.3	− 102.5
PRÊTS ET AVANCES							
Office du crédit agricole du Québec	− 41.5	− 55.6	− 33.5	+ 60.2	+ 53.8	+ 47.2	+ 16.5
Sidbec	—	− 27.1	− 25.0	+ 52.1	− 10.0	− 1.4	− 8.0
Société d'Habitation du Québec (S.H.Q.)	− 6.6	− 17.1	− 35.0	− 39.8	+ 1.3	+ 7.2	− 1.2
Autres	− 8.1	− 24.8	− 24.3	− 0.3	+ 98.4	− 7.7	− 0.4
	− 56.2	− 124.6	− 117.8	+ 72.2	+ 143.5	+ 45.3	+ 6.9
Total des entreprises du gouvernement du Québec	− 166.1	− 244.0	− 248.7	− 186.9	− 30.2	− 41.0	− 95.6
MUNICIPALITÉS ET ORGANISMES MUNICIPAUX	− 10.5	− 1.1	+ 1.0	+ 0.7	+ 1.4	+ 1.5	+ 1.6
PARTICULIERS, SOCIÉTÉS ET AUTRES	− 5.9	− 3.0	− 7.3	− 16.5	− 11.6	− 33.4	− 37.5
Total des placements, prêts et avances	− 182.5	− 248.1	− 255.0	− 202.7	− 40.4	− 72.9	− 131.5

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC
ÉTAT DES OPÉRATIONS FINANCIÈRES
OPÉRATIONS NON BUDGÉTAIRES (suite)
(en millions de dollars)

	1976-1977	1977-1978	1978-1979	1979-1980	1980-1981	1981-1982	Résultats préliminaires 1982-1983
2. Compte des régimes de retraite							
Contributions et cotisations							
Contributions du gouvernement à titre d'employeur RREGOP							
Service courant	+203.2	+262.8	+273.8	+304.1	+ 388.5	+ 418.6	+ 354.7
Intérêts	—	—	+ 54.0	+ 87.6	+ 130.8	+ 192.0	+ 259.6
Autres régimes							
Service courant	+ 3.1	+ 3.4	+ 3.4	+168.9	+ 169.6	+ 194.8	+ 187.7
Service passé	—	—	—	+172.0	+ 172.7	+ 224.3	+ 245.6
Intérêts	—	—	—	—	+ 33.8	+ 71.4	+ 119.9
Total	+206.3	+266.2	+331.2	+732.6	+ 895.4	+1 101.1	+1 167.5
Organismes autonomes							
Service courant	+ 13.4	+ 6.4	+ 6.4	+ 6.6	+ 8.0	+ 8.8	+ 7.7
Service passé	—	+ 24.6	+ 18.4	+ 18.0	+ 18.0	+ 18.0	+ 18.0
Total	+ 13.4	+ 31.0	+ 24.8	+ 24.6	+ 26.0	+ 26.8	+ 25.7
Cotisations des employés	+ 81.5	+103.7	+125.3	+123.9	+ 125.3	+ 143.6	+ 168.0
Total des contributions et cotisations	+301.2	+400.9	+481.3	+881.1	+1 046.7	+1 271.5	+1 361.2
Prestations et autres paiements							
Prestations et remboursements	− 87.3	−119.2	−142.8	−176.5	− 203.7	− 238.4	− 287.6
Autres déboursés	− 27.5	− 17.3	− 22.8	− 21.8	− 20.7	− 25.8	− 21.0
Total	−114.8	−136.5	−165.6	−198.3	− 224.4	− 264.2	− 308.6
Total du compte des régimes de retraite	+186.4	+264.4	+315.7	+682.8	+ 822.3	+1 007.3	+1 052.6
3. Autres comptes							
Espèces et effets en main et dépôts en circulation	− 3.8	− 34.1	+ 9.8	− 4.3	+ 7.5	+ 0.7	+ 6.3
Chèques en circulation	+ 34.8	− 14.7	+ 37.7	+ 16.3	+ 21.1	− 90.4	+ 126.1
Compte d'accords de perception fiscale	+ 24.8	+ 36.0	+ 13.4	+ 5.8	+ 8.6	+ 46.7	+ 6.5
Comptes à recevoir	−205.1	−110.8	− 3.0	−197.0	− 106.3	− 409.3	− 216.1
Intérêts courus à recevoir	+ 1.9	− 5.3	− 12.7	− 0.5	+ 0.5	+ 1.7	+ 5.9
Avances des fonds en fidéicommis	+ 3.5	+ 0.7	+ 4.7	—	+ 4.5	− 0.7	+ 4.5
Comptes à payer	−219.8	−184.7	+ 83.0	+112.8	− 273.9	+ 183.2	− 155.1
Intérêts courus à payer	+ 28.2	+ 25.5	+ 33.0	+ 50.8	+ 141.4	+ 99.1	+ 194.6
Total des autres comptes	−335.5	−287.4	+165.9	− 16.1	− 196.6	− 169.0	− 27.3
Total des opérations non budgétaires	**−331,6**	**−271,1**	**+226,6**	**+464,0**	**+ 585,3**	**+ 765,4**	**+ 893,8**

LISTE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC EN 1982-1983

Montant en dollars canadiens[1]		Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur[3]
(en millions)			%			$	%
50,0 $			16,50*	15 avril	1989-04-15	100,00	15,87
33,4			16,29*[4]	14 juin	1988/92-06-14	66,81	15,67
2,4	(5)		19,50/10,50*	1er juin	1996-06-01	100,00	—
678,2	(6)		16,50/10,50*	1er juin	1997-06-01	100,00	—
55,6		25,0 £	15,00	9 juillet	1992-07-09	100,00	15,00
150,0	(7)		17,20	30 juillet	1988-05-01	100,00	17,20
64,2		30,0 £	14,50*	15 août	1989-08-15	100,00	14,01
98,1		20 000,0 Y	8,70	27 août	1988/92-08-27	100,00	8,70
50,0			16,75*	1er septembre	1988-09-01	100,00	16,10
125,0	(7)		15,25	8 septembre	1989-09-08	100,00	15,25
61,9		50,0 É.U.	14,25*	7 octobre	1989-09-22	98,25	14,21
150,0	(7)		14,45	18 octobre	1989-04-18	100,00	14,45
183,7		150,0 É.U.	13,00*	1er novembre	1990-11-01	100,00	12,60
150,0	(7)		12,75	10 novembre	1987-11-10	100,00	12,75
50,0			13,75	22 novembre	1992-11-23	100,00	13,75
75,0	(7)		12,75	22 décembre	1992-12-22	99,75	12,79
85,0			12,75	22 décembre	1992-12-22	99,75	12,79
40,0			13,25	22 décembre	2002-12-22	99,30	13,35
60,8		100,0 FR.S.	5,75*	29 décembre	1985/92-12-29	100,00	5,67
45,6		100,0 DFLS.	7,50*	15 février	1988-02-15	99,00	7,61
57,7		50,0 ECUs	11,50*	10 mars	1989-03-10	100,00	11,19
125,0	(7)		11,55	15 mars	1988-06-15	100,00	11,55
50,0	(7)		12,35	15 mars	1993-03-15	100,00	12,35
5,3	(8)		Divers	Diverses	2002/2003	100,00	Divers
315,0	(9)		—	Diverses	Diverses	Divers	Divers
2 761,9 $							

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale à la date de leur réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de ceux marqués d'un astérique qui sont payables annuellement.

(3) Le rendement à l'acheteur est établi sur la base d'intérêt payable semestriellement.

(4) Taux effectif pour l'acheteur. Le taux d'intérêt nominal est de 8,50% et les conditions de l'emprunt prévoient une valeur nominale totale à l'échéance de 50 000 000 $ pour un capital versé de 33 400 000 $.

(5) Montant encaissé en 1982-1983 de l'émission d'obligations d'épargne du 1er juin 1981.
Le taux d'intérêt sur ces obligations est de 19½% du 1er juin 1982 au 30 septembre 1982, de 16½% du 1er octobre 1982 jusqu'au 1er juin 1983 et de 10½% par la suite jusqu'au 1er juin 1996.

(6) Montant encaissé au 31 mars 1983 de l'émission d'obligations d'épargne du Québec du 1er juin 1982. Le taux d'intérêt sur ces obligations est de 16½% jusqu'au 1er juin 1983 et de 10½% par la suite jusqu'au 1er juin 1997.

(7) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ou en partie à ces emprunts obligataires.

(8) Emprunts réalisés auprès du Gouvernement du Canada en vertu du Régime de pensions du Canada.

(9) Montant net de bons du Trésor du Québec émis entre le 1er avril 1982 et le 31 mars 1983.

N.B.: Le gouvernement du Québec a contracté auprès de diverses banques et institutions financières internationales des conventions de crédit totalisant 1 250 000 000 $ É.U. et 1 150 000 000 $. Au 31 mars 1983, les soldes disponibles aux termes de ces conventions de crédit étaient de 400 000 000 $ É.U. et 1 150 000 000 $.

LISTE DES EMPRUNTS RÉALISÉS PAR HYDRO-QUÉBEC EN 1982

Montant en dollars canadiens[1]	Valeur nominale en devises étrangères	Taux d'intérêt[2]	Date d'émission	Date d'échéance	Prix à l'acheteur	Rendement à l'acheteur[3]
(en millions)		%			$	%
239,6 $	200,0 É.U.	16,625	15 janvier	1992-01-15	99,75	16,68
100,0		16,125	21 janvier	1987-01-21	100,00	16,125
121,7	100,0 É.U.	16,25*	15 février	1988-02-15	100,00	15,64
63,7	100,0 FR.S.	6,75*	18 février	1986 92-02-18	99,50	6,71
50,0		16,50*	15 mars	1989-03-15	100,00	15,87
75,9	150,0 DM	10,50*	15 avril	1992-04-15	99,75	10,28
50,0		16,50*	15 mai	1989-05-15	100,00	15,87
63,6	50,0 ECUs	13,50*	1er juin	1989-06-01	100,00	13,07
154,7	300,0 DM	10,25*	30 juin	1988 92-06-30	100,00	10,00
71,1	150,0 DFLS	11,125*	1er juillet	1988 97-07-01	100,00	10,83
58,1	100,0 FR.S.	6,625*	11 août	1986 92-08-11	100,00	6,52
186,2	150,0 É.U.	14,625	15 août	1992-08-15	99,05	14,81
100,0 (4)		16,90	20 août	1993-02-20	100,00	16,90
181,1	300,0 FR.S.	6,875*	24 août	1987-08-24	100,00	6,76
99,2	50,0 £	12,75	13 septembre	2015-09-13	96,59	13,21
154,0 (4)		15,25	15 septembre	1987-09-15	99,75	15,32
46,0		15,75	15 septembre	2002-09-15	99,50	15,83
100,0		15,00	13 octobre	1987-10-13	100,00	15,00
60,0		14,00*	15 novembre	1992-11-15	100,00	13,54
124,0	100,0 É.U.	11,50*	1er décembre	1992-12-01	100,00	11,19
25,0		11,50	1er décembre	1985-09-30	100,00	11,50
40,5		9,50*	15 décembre	1992-12-15	81,01	12,55
188,5	151,8 É.U.	Divers	Diverses	Diverses	100,00	Divers
2 352,9 $						

* Intérêts payables annuellement.

(1) Les emprunts en devises étrangères apparaissent en équivalent canadien de la valeur nominale à la date de leur réalisation.

(2) Les intérêts sont payables semestriellement à l'exception de ceux marqués d'un astérisque qui sont payables annuellement.

(3) Le rendement à l'acheteur est établi sur la base d'intérêt payable semestriellement.

(4) La Caisse de dépôt et placement du Québec a souscrit en entier ou en partie à ces emprunts obligataires.

N.B.: Hydro-Québec disposait au 31 mars 1983 de 500 000 000 $ É.U. et 500 000 000 $ aux termes de conventions de crédit.